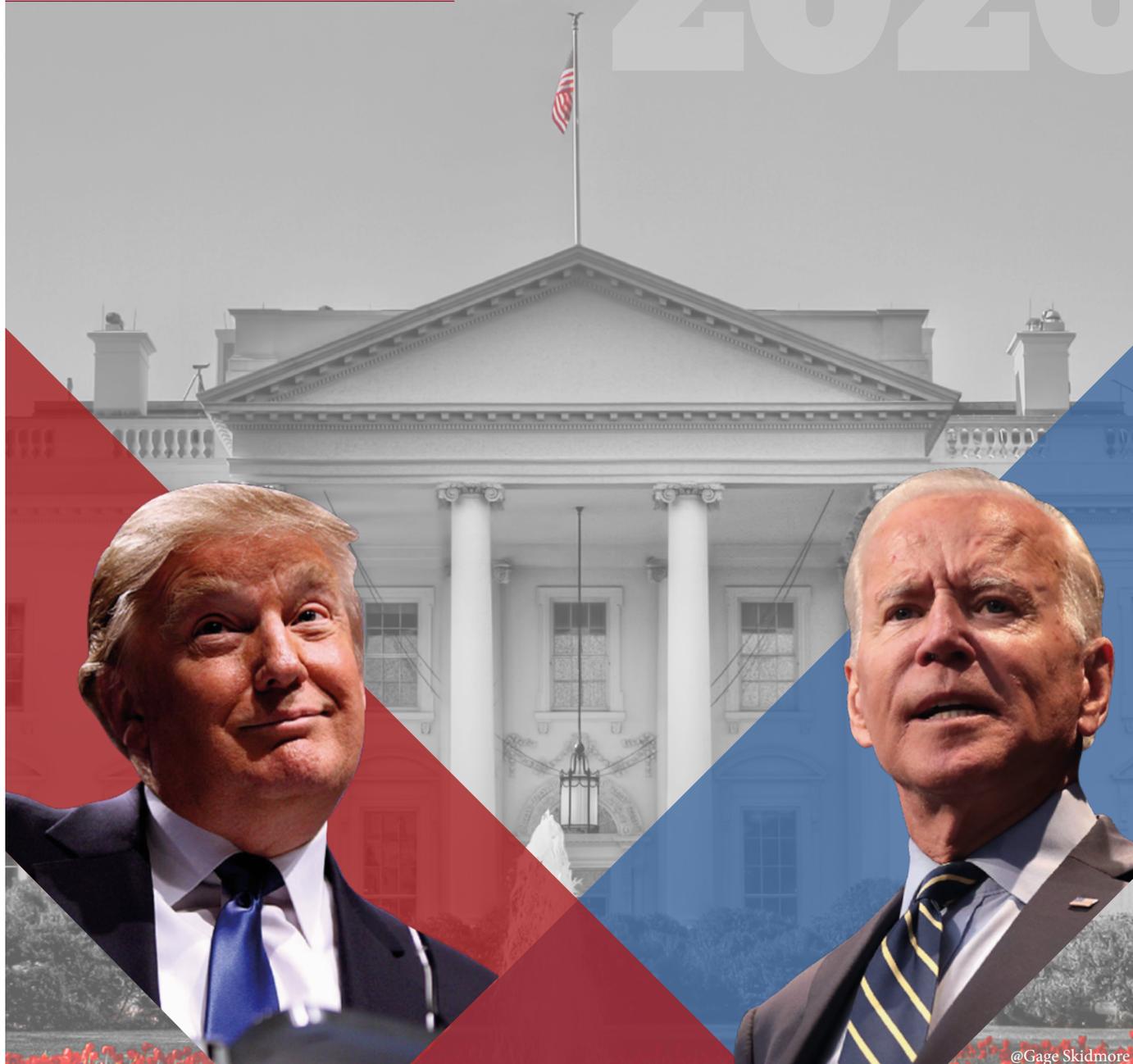




# Guide des élections américaines

# 2020





# Introduction

Élection la plus importante des cinquante dernières années, qui pourrait nuire à jamais aux 244 premières années de la nation américaine, et qui comporte des dangers sans précédent pour le monde : les superlatifs ne manquent pas pour qualifier le choix qui s'offre aux Américain.e.s le 3 novembre. On dit souvent qu'une image vaut mille mots. On peut en dire autant des chiffres qui ponctuent l'actualité américaine à quelques semaines de l'élection : 215 000 morts de la COVID-19, 7,9 % de chômage, 50 États américains marqués par des manifestations raciales depuis le mois de mai, 65 % d'Américain.e.s convaincus que leur pays ne va pas là où il devrait.

Au pouvoir depuis bientôt quatre ans, le président Donald Trump persiste et signe. Ses promesses électorales ressemblent à celles de 2016 : « Rendre sa grandeur à l'Amérique », redonner des emplois de qualité aux Américain.e.s, renégocier les accords de commerce défavorables aux travailleur.euse.s, mener des guerres commerciales contre les principaux compétiteurs des États-Unis, la Chine surtout, nommer des juges conservateurs aux cours fédérales et à la Cour Suprême, ramener la « loi et l'ordre » dans des villes américaines sous haute tension depuis le meurtre de l'Afro-Américain George Floyd par des policiers de Minneapolis en mai dernier.

Du côté démocrate, l'ancien vice-président Joe Biden a décidé de se lancer dans la campagne après avoir entendu Trump déclarer qu'il y avait « de très bonnes personnes des deux côtés » du spectre à Charlottesville en 2017, lors des affrontements violents entre manifestant.e.s de mouvements comme Black Lives Matter et de groupes suprémacistes blancs comme le Ku Klux Klan. En plus de proposer l'une des plateformes les plus à gauche de l'histoire du Parti démocrate (hausse d'impôts

pour les plus riches, réinvestissements massifs dans les « emplois verts », la santé et les programmes sociaux), Biden martèle que le principal enjeu de l'élection est de savoir si les Américain.e.s veulent du désastre que représenterait quatre années additionnelles d'un président qui n'a « aucune idée de ce qu'il fait ».

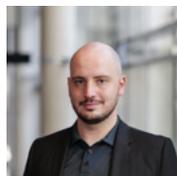
Ce message semble trouver écho chez les électeur.rice.s si l'on en croit les sondages. Joe Biden mène dans les intentions de vote à l'échelle du pays ainsi que dans la plupart des États clés de l'élection. Cette avance est plus importante que celle d'Hillary Clinton en 2016, mais Trump causera-t-il encore la surprise grâce à sa base électorale gonflée à bloc et qui continue de lui offrir un appui indéfectible? Quels enjeux, segments de l'électorat et États feront la différence? Quels sont les programmes des candidats, comment fonctionne le Collège électoral et quel parti risque de remporter les élections au Congrès des États-Unis également prévues le 3 novembre? Quel sera l'effet du 3 novembre sur le Canada et le Québec? Autant de questions auxquelles notre équipe souhaite répondre dans ce guide essentiel pour comprendre une élection qui ne laisse personne indifférent.

1. An 4 de l'ère Trump : un bilan
2. Trump et Biden : deux visions, deux programmes  
[Encadré 1 : Les sondages : peut-on s'y fier ?](#)
3. La mécanique électorale : mode d'emploi pour le 3 novembre
4. Les enjeux d'une élection pas comme les autres
5. Les électors clés de 2020  
[Encadré 2 : Trump et le vote évangélique](#)
6. La lutte pour le Midwest
7. La lutte pour le Sud  
[Encadré 3 : Les changements climatiques et l'élection de 2020](#)
8. Congrès, gouverneur.e.s et référendums : les autres élections du 3 novembre  
[Encadré 4 : Risques d'ingérences : les États-Unis mieux préparés qu'en 2016 ?](#)
9. Les enjeux du 3 novembre pour le Canada et le Québec  
[Pour aller plus loin](#)

# Avec les contributions de :



**Frédérick Gagnon** est titulaire de la Chaire Raoul-Dandurand, directeur de l'Observatoire sur les États-Unis et professeur de science politique à l'Université du Québec à Montréal (UQAM). Il est un expert reconnu des élections présidentielles et législatives aux États-Unis et des relations entre le Canada, le Québec et les États-Unis. Il a réalisé des enquêtes terrain dans une douzaine d'États américains voisins du Canada lors des élections de 2014, de 2018 et 2020.



**Christophe Cloutier-Roy** est détenteur d'un doctorat en science politique de l'UQAM et chercheur en résidence à l'Observatoire sur les États-Unis de la Chaire Raoul-Dandurand. Ses recherches portent sur l'histoire des États-Unis, les institutions politiques américaines et les relations canado-américaines.



**Victor Bardou-Bourgeois** est chercheur en résidence à l'Observatoire sur les États-Unis de la Chaire Raoul-Dandurand et doctorant en science politique à l'UQAM. Ses recherches portent sur la politique étrangère des États-Unis, la radicalisation d'extrême droite aux États-Unis et les relations Québec-États-Unis en matière d'énergie.



**Andréanne Bissonnette** est chercheuse en résidence à l'Observatoire sur les États-Unis de la Chaire Raoul-Dandurand et doctorante en science politique à l'UQAM. Elle s'intéresse plus particulièrement à l'accès aux soins de santé, aux droits reproductifs, à l'immigration et la gestion frontalière ainsi qu'aux dynamiques de genre en politique et au comportement électoral des communautés latino-américaines. Elle a effectué plusieurs terrains de recherche le long de la frontière mexicano-étasunienne, ainsi qu'un séjour de recherche de quatre mois à El Paso (Texas).



**Mathilde Bourgeon** est chercheuse en résidence à l'Observatoire sur les États-Unis de la Chaire Raoul-Dandurand et doctorante en science politique à l'UQAM. Ses recherches portent sur les politiques sécuritaires américaines, les changements climatiques et les enjeux frontaliers aux États-Unis. Elle a réalisé des enquêtes terrain le long de la frontière méridionale des États-Unis en 2018 et 2019.



**Louis Collerette** est directeur exécutif de la Chaire Raoul-Dandurand. Détenteur d'une maîtrise en science politique de l'UQAM, il a été coordonnateur et chercheur Marc Bourgie de l'Observatoire sur les États-Unis de la Chaire Raoul-Dandurand pour l'année 2015-2016, et a été stagiaire au Consulat général des États-Unis à Montréal comme analyste politique en 2014.



**David Dubé** est coordonnateur et chercheur en résidence à l'Observatoire sur les États-Unis de la Chaire Raoul-Dandurand, et candidat à la maîtrise en science politique à l'UQAM. Ses travaux portent principalement sur la politique étrangère des États-Unis et de la Russie postsoviétique, ainsi que sur la polarisation et le rôle des groupes d'intérêts dans le contrôle des armes à feu aux États-Unis. Son mémoire de maîtrise analyse l'impact des États-Unis dans la construction de l'identité revanchiste de la Russie post-1991.



**Rafael Jacob** est chercheur associé à l'Observatoire sur les États-Unis de la Chaire Raoul-Dandurand. Il s'intéresse principalement aux élections, à l'opinion publique, et à la politique intérieure américaine. Il a co-dirigé une série d'ouvrages collectifs sur les États pivots dans les élections présidentielles américaines et est l'auteur de *Révolution Trump*, publié en 2020 aux Éditions Robert Laffont.



**Julie-Pier Nadeau** est chercheuse en résidence à l'Observatoire sur les États-Unis de la Chaire Raoul-Dandurand et doctorante en science politique à l'UQAM. Ses recherches portent sur les élections américaines, la polarisation et la politique étrangère des États-Unis au Moyen-Orient. Elle a réalisé des enquêtes terrain dans les États voisins du Québec lors des élections américaines de 2018 et a effectué un séjour de recherche de quatre mois à l'Université Texas A&M, au Texas, au printemps dernier.



**Véronique Pronovost** est chercheuse en résidence à l'Observatoire sur les États-Unis de la Chaire Raoul-Dandurand et doctorante en sociologie à l'UQAM. Ses recherches portent sur le conservatisme et l'antiféminisme conservateur. Plus particulièrement, sa thèse de doctorat s'intéresse à l'institutionnalisation du mouvement contre l'avortement aux États-Unis. Depuis 2010, elle a eu l'opportunité de participer à de nombreux événements de campagne ainsi qu'à des événements militants conservateurs en Floride, à Washington D.C. ainsi qu'au New Hampshire.



**Alexis Rapin** est chercheur en résidence à l'Observatoire sur les États-Unis de la Chaire Raoul-Dandurand. Il s'intéresse notamment aux campagnes électorales, aux mouvements progressistes et conservateurs américains ainsi qu'à la politique étrangère des États-Unis. Il a réalisé des enquêtes terrain dans plusieurs États du Midwest lors des élections de 2018, dont le Wisconsin, l'Ohio et le Michigan.



**Daphné St-Louis Ventura** est chercheuse en résidence à l'Observatoire sur les États-Unis de la Chaire Raoul-Dandurand et candidate à la maîtrise en science politique à l'UQAM. Ses intérêts de recherche portent sur l'effet des médias latino-américains aux États-Unis, le vote latino-américain, la discrimination positive et les élections américaines. Elle a réalisé des enquêtes terrain dans les États voisins du Québec lors des élections de 2018 et de 2020.



**Julien Tourreille** est docteur en science politique, chercheur en résidence à l'Observatoire sur les États-Unis de la Chaire Raoul-Dandurand et chargé de cours. Ses domaines de recherche comprennent la politique américaine, notamment les élections présidentielles, ainsi que la politique étrangère et de défense des États-Unis.



**Frédérique Verreault** est coordonnatrice et chercheuse en résidence à l'Observatoire sur les États-Unis de la Chaire Raoul-Dandurand, et candidate à la maîtrise en science politique à l'UQAM. Son mémoire de maîtrise porte sur la gauchisation du Parti démocrate depuis la Grande Récession de 2008. Elle a réalisé des enquêtes terrain au New Hampshire durant le cycle électoral de 2020.

# An 4 de l'ère Trump : un bilan

*Si un an peut avoir l'air d'un siècle en politique américaine, que dire des quatre années du tumultueux premier mandat du président Donald Trump ? Controverses en cascade, guerre commerciale, plus long shutdown de l'histoire américaine, remplacements houleux à la Cour suprême, frappes contre les régimes syrien et iranien, procédure de destitution, vague de manifestations et d'émeutes, pandémie... Le président a même contracté la COVID-19 à un mois du 3 novembre. Pour qui repense par exemple au décret migratoire de janvier 2017, une vie entière semble s'être écoulée depuis. Alors que le 45<sup>e</sup> président des États-Unis concourt pour un deuxième mandat, quel bilan tirer des quatre dernières années ?*

## Faiseur ou défaiseur ?

Le principal intéressé, pour sa part, estime avoir tenu l'essentiel de ses promesses de 2016. Il est vrai que plusieurs aspects de son mantra « Make America Great Again » se sont concrétisés : sortie de différents traités internationaux (Partenariat transpacifique, accords de Paris et sur le nucléaire iranien), abrogation de centaines de réglementations de l'ère Obama, augmentation des dépenses militaires, limitation drastique des flux migratoires et renégociation de l'ALÉNA, pour ne citer que ceux-là. Un élément majeur manque toutefois à l'appel : le mur entre les États-Unis et le Mexique. Le 7 août 2020, seulement 50 kilomètres de barrières avaient été érigés là où il n'y en avait pas avant l'élection de Trump, sans que Mexico ait contribué à payer la note. Qu'à cela ne tienne, aux yeux de ses partisan.e.s, le président a jusqu'ici largement « livré la marchandise ».

Ses détracteur.rice.s, néanmoins, rétorquent que Trump s'est montré très efficace pour *défaire* l'héritage de la présidence Obama, mais n'aligne que très peu de réalisations qui lui sont

propres en termes de politiques publiques. Le *American Health Care Act*, réforme du système d'assurance maladie censé remplacer Obamacare, a été rejeté de peu par le Sénat. L'imposante réforme fiscale de 2017 (le *Tax Cuts and Jobs Act*) a passé la rampe, mais porte surtout la marque des législateur.rice.s républicain.e.s qui l'appelaient de leurs vœux depuis plusieurs années. Il n'en va pas très différemment du *First Step Act*, réforme du système pénal visant à réduire la population carcérale, qui a été adoptée à la fin de 2018 dans un rare moment de consensus bipartisan. Le vaste plan de restauration des infrastructures américaines annoncé en 2016 n'a quant à lui jamais vu le jour.

**« Alors que le 45<sup>e</sup> président des États-Unis concourt pour un deuxième mandat, quel bilan tirer des quatre dernières années ? »**

Parmi les accomplissements majeurs de Trump figurent toutefois la négociation et l'adoption du nouvel accord de libre-échange nord-américain (l'[ACÉUM](#)), de même que l'embryon d'accord commercial signé début 2020 avec la Chine. S'y ajoutent, sur le plan international également, les retraits de troupes substantiels [d'Irak et d'Afghanistan](#) où les États-Unis afficheront à la fin de 2020 leurs plus petits contingents militaires depuis plusieurs années.

**« Un élément majeur manque toutefois à l'appel : le mur entre les États-Unis et le Mexique. »**

**Avalanche de juges, déficit de diplomates**

C'est sans doute sur le plan judiciaire que le président laisse pour l'heure la plus grande marque : il a nommé en un seul mandat [plus de 220 juges](#) fédéraux, soit un quart de tous les magistrat.e.s actuellement en fonction. Ce nombre inclut notamment une cinquantaine d'influent.e.s juges fédéraux.ales au sein des cours de circuit (*circuit courts*), ainsi que deux juges à la Cour suprême (une troisième, [Amy Coney Barrett](#), nommée par Trump, attend d'être confirmée par le Sénat), pour la plupart solidement ancr.e.s à droite. Selon un comparatif établi par le Pew Research Center, à durée égale, Donald Trump a remodelé le système judiciaire américain [plus profondément](#) que tous les présidents depuis Jimmy Carter. Un virage conservateur



qui perdurera pour de nombreuses années, *a fortiori* si le siège de la juge Ruth Bader Ginsburg à la Cour suprême est bel et bien repourvu avant la fin du mandat de Trump.

Cette avalanche de nominations ne s'est toutefois pas étendue à tous les pans de la fonction publique fédérale : l'administration Trump s'est distinguée par sa lenteur à pourvoir certains postes clés, laissant des bureaucraties anémiques, à commencer par la diplomatie américaine. En juillet 2020, [11 postes](#) de sous-secrétaires ou de secrétaires assistant.e.s du département d'État (soit un tiers du total) demeuraient vacants ou occupés de manière intérimaire. À ce déficit de ressources humaines s'est ajouté un [roulement hors-norme](#) au sein de l'équipe présidentielle : 10 secrétaires, 3 conseillers à la sécurité nationale et 3 chefs du bureau de la Maison-Blanche ont pris la porte durant le premier mandat de Donald Trump, du jamais vu dans les quarante dernières années. Cette gestion impétueuse a compliqué et ralenti le processus de prise de décision sur de multiples enjeux.

## Économie dopée, dette publique plombée

Au moment de briguer un second mandat, Donald Trump affirme que le pays est bien plus prospère qu'en 2016. Qu'en est-il au juste ? Parmi les économistes, le consensus est que le 45<sup>e</sup> président a essentiellement maintenu (et sur certains aspects légèrement amélioré) la vigueur économique héritée de l'ère Obama.

En recul depuis 2011, le chômage a continué à décliner à un rythme similaire sous Trump, atteignant fin 2019 son plus bas niveau en 50 ans (soit 3,5 %). Le [taux de croissance](#), de 2,3 % en moyenne durant le second mandat d'Obama, s'est fixé à 2,5 % durant le premier mandat de Trump. Tout ceci, évidemment, a changé drastiquement avec l'arrivée de la COVID-19 — dont on ne saurait toutefois attribuer entièrement l'impact économique au président.

Un autre contre-coup, attribuable à ses politiques, se dessine néanmoins : le déficit public fédéral continue d'exploser sous sa gouverne. Fin 2019, avant que la pandémie ne sévisse, l'administration Trump avait déjà ajouté [3100 milliards](#) de dollars à l'ardoise nationale, alors qu'il avait dit en 2016 vouloir résorber la dette publique [en huit ans](#).

**« Le déficit public fédéral continue d'exploser sous sa gouverne. »**

Grand enjeu symbolique de l'élection de 2016, les « emplois manufacturiers bien payés » sont-ils quant à eux revenus en masse aux États-Unis ? Les chiffres, même ceux d'avant la pandémie, ne montrent rien de tel : au [Michigan](#), en [Ohio](#) ou en [Pennsylvanie](#), le nombre d'emplois manufacturiers n'a que très peu progressé (de l'ordre de 2 %) entre janvier 2017 et janvier 2020 — même au plus fort d'une guerre commerciale censée stimuler leur

croissance. Sur la même période, en dépit de dérégulations majeures, le [secteur du charbon](#) a vu émerger à peine... 200 nouveaux emplois. Les tarifs sur l'acier et l'aluminium introduits en mars 2018 n'avaient, début 2020, entraîné la création que de [2000 nouveaux emplois](#) dans l'industrie métallurgique américaine. De légères fluctuations rendues depuis lors insignifiantes par le séisme de la COVID-19, et ce, probablement pour [plusieurs années](#).

## Une superpuissance versatile

Enfin, on peut se demander si, comme Donald Trump l'appelait de ses vœux en 2016, les États-Unis sont à nouveau « craints et respectés » sur la scène internationale. Une chose est certaine, avec un budget de la défense gonflé de [130 milliards de dollars](#) par son administration entre 2017 et 2020, les fondamentaux bruts de la puissance américaine demeurent largement intacts.

Pour autant, les nombreuses incartades diplomatiques du 45<sup>e</sup> président inquiètent l'*establishment* de politique étrangère : à

coups de déclarations incendiaires et parfois contradictoires, de décisions brutales et souvent unilatérales, Donald Trump aurait significativement [érodé la crédibilité](#) des États-Unis, auprès de leurs alliés comme de leurs adversaires. Donald Trump, lui, veut croire que cette imprévisibilité a au contraire rendu les États-Unis plus influents sur la scène internationale, en forçant leurs adversaires à ne plus rien tenir pour acquis.

Quoiqu'on en pense, un autre héritage plus problématique de la présidence Trump demeurera : après quatre années de paralysies partisans, de crises constitutionnelles et de heurts sociaux quasi ininterrompus, c'est désormais [la gouvernabilité](#) même des États-Unis qui semble en question. L'Amérique demeure certes herculéenne, mais est-elle encore politiquement et institutionnellement capable de raisonner, décider, organiser ? À l'an 4 de l'ère Trump, les États-Unis projettent ainsi sur le monde l'image d'une superpuissance versatile, mais aussi d'une démocratie de plus en plus dysfonctionnelle.



# Trump et Biden : deux visions, deux programmes

*L'ancien vice-président Joe Biden et le président Donald Trump affirment tous deux que c'est [l'âme des États-Unis qui est en jeu](#) le 3 novembre prochain, rien de moins. Un même message sur la forme, mais qui sous-tend des idées bien différentes sur le fond. Dans le coin bleu, Joe Biden mène une campagne d'espoir, basée sur la conviction que les Américain.e.s aspirent à mieux que le climat de division qui règne actuellement, et que le pays a les moyens de se relever si tou.te.s s'attèlent à la tâche. Dans le coin rouge, le président Trump martèle que les idées progressistes de Biden et de son parti menacent les valeurs américaines et transformeront les États-Unis au point de les dénaturer. Portrait de deux candidats et deux visions aux antipodes.*

## Le plan Biden

Depuis le début de sa campagne présidentielle, incluant les primaires démocrates, Joe Biden promet une chose aux Américain.e.s : apaiser les tensions et restaurer un climat politique plus calme, afin de pouvoir ensuite trouver des solutions pour améliorer la vie des citoyen.ne.s. La liste des problèmes auxquels il veut s'attaquer est longue. Pour sortir de la crise actuelle, il propose un ambitieux [plan de relance économique](#) qui allie création d'emplois et lutte contre les changements climatiques. Biden veut également s'attaquer rapidement aux inégalités économiques en préconisant des solutions comme une hausse du taux d'imposition pour les plus riches, l'augmentation du salaire minimum et l'adoption d'une série de mesures facilitant la conciliation travail-famille. De plus, [son programme](#) met de l'avant un accès amélioré aux soins de santé grâce à la mise en place d'une option d'assurance publique, une réforme des systèmes de justice et d'immigration et la protection des droits des minorités. Finalement, sur la scène internationale, le candidat démocrate promet de restaurer l'image des États-Unis dans le monde et de

renouveler l'implication américaine dans les organisations multilatérales, en commençant par réintégrer l'Accord de Paris sur le climat. En somme, la vision de Biden est bâtie sur l'héritage d'Obama et propose un projet de société encore plus ambitieux.

## « Four More Years »

Au début de l'année 2020, l'équipe de campagne de Donald Trump avait de grandes ambitions, pensant pouvoir profiter d'un climat économique favorable et d'un taux de chômage au [plus bas depuis 50 ans](#) pour convaincre l'électorat d'accorder un autre mandat au président. Cependant, la pandémie a partiellement gâché ses plans. Depuis, le président a tenté à plusieurs reprises de reprendre le contrôle de la conversation nationale et du cycle médiatique. Par ailleurs, en décidant de simplement [conserver sa plateforme](#) de 2016, le Parti républicain a en quelque sorte confié à Trump le soin de choisir les enjeux sur lesquels il veut faire campagne. Certains observateurs diront qu'il s'agit peut-être d'un aveu du *Grand Old Party* qu'il

reste encore beaucoup de travail pour réaliser les promesses de 2016, notamment sur les questions d'immigration et sur la volonté de remplacer Obamacare.

La [longue liste de priorités](#) du président pour son second mandat comprend plusieurs thèmes repris de la campagne de 2016. Outre l'amélioration des soins de santé, Trump semble vouloir « faire le ménage » à Washington et se débarrasser des politiciens de carrière, poursuivre la politique de « l'Amérique d'abord » à l'international et continuer de protéger des emplois américains. Cependant, sur cette liste se trouvent également des objectifs liés aux enjeux actuels : protéger les forces de l'ordre et vaincre la COVID-19 pour assurer un retour à la normale en 2021.

**« Joe Biden et Donald Trump affirment tous deux que c'est l'âme des États-Unis qui est en jeu le 3 novembre prochain, rien de moins. »**

Plusieurs chemins mènent à la victoire

Tout comme leurs propositions, les stratégies des deux candidats pour séduire les électeurs sont bien différentes. D'une part, Biden cherche à présenter l'élection comme un référendum sur la présidence Trump. Il tente donc de réunir la plus large coalition



possible pour évincer son adversaire de la Maison-Blanche. Cette coalition comprend les démocrates, tant les progressistes que les plus modéré.e.s, mais tente aussi de rallier les électeur.rice.s indépendant.e.s et les républicain.e.s qui ont voté pour Trump en 2016, mais qui regrettent maintenant leur décision. Hillary Clinton a d'ailleurs fait appel à cette frange précise de l'électorat lors de son [allocution](#) durant la convention démocrate d'août 2020. Pour sa part, [Bernie Sanders](#) a souligné l'importance de rallier un vaste mouvement derrière Biden pour mettre un terme aux politiques dommageables de Trump. Biden tente également de consolider l'appui des minorités ethnoculturelles. Cela explique en partie pourquoi il a choisi la sénatrice californienne Kamala Harris comme colistière, mais également pourquoi il rappelle constamment ses forts liens avec des figures connues et respectées des électeur.rice.s afro-américain.e.s, comme Barack Obama ou encore le représentant de la Caroline du Sud, Jim Clyburn.

**« Cette stratégie transparaît dans son message, qui vise surtout à rejoindre sa base, fidèle depuis le début de sa présidence. »**

La stratégie de Trump est bien différente. Le président a opté pour une approche beaucoup plus ciblée, ne visant pas à convaincre une coalition toujours plus vaste

## Les sondages : peut-on s'y fier?

La victoire-choc de Donald Trump en 2016 a donné mauvaise presse aux sondeurs qui, dans plusieurs États clés de l'élection, avaient sérieusement sous-estimé le vote du candidat républicain. Quelles leçons doit-on en retenir? A-t-on appris de cette expérience?

1

**On ne sait pas toujours qui va voter.** Tout sondage estimant les résultats électoraux se base sur des présomptions par rapport à qui, exactement, composera l'électorat — ce qui peut fluctuer au gré des élections. Par exemple, en 2008 et 2012, la campagne de Barack Obama avait convaincu les Afro-Américain.e.s à voter à un degré atteignant des proportions historiques; en 2016, la campagne d'Hillary Clinton n'y était pas parvenue. « Faire sortir le vote » — peut-être de façon plus figurée que littérale cette année en raison de la pandémie — est une composante intégrale du succès électoral; et, à l'ère de la COVID-19, bien malin qui peut prédire avec certitude quelle campagne aura le dessus à cet égard.

2



**Penser de façon probabiliste – toujours.** C'est peut-être la leçon la plus fondamentale de 2016 : les certitudes, surtout dans le domaine des sciences sociales, sont rares. Aussi probable une situation puisse-t-elle sembler, elle demeure précisément cela : probable. Même des probabilités de victoire de 85 % — comme l'étaient celles d'Hillary Clinton de remporter la Maison-Blanche en début de soirée le 8 novembre 2016, selon le modèle du *New York Times* — ne peuvent être « arrondies » à 100 %.

3

**Reconnaître la valeur des sondages comme outil.** Malgré leurs imprécisions et leurs imperfections, les sondages demeurent le meilleur outil — et de loin — pour jauger l'état d'une compétition électorale. La taille des foules qu'un.e candidat.e est capable de réunir ou encore la popularité d'un autre sur tel ou tel média ou réseau social peuvent ajouter à notre compréhension, mais n'offrent pas une lecture aussi précise de l'électorat que des sondages réalisés de manière rigoureuse et professionnelle. On note à cet égard que les méthodologies et les échantillons varient d'un sondage à l'autre, d'où l'importance de savoir reconnaître ceux qui sont les plus susceptibles de nous donner l'heure juste.

Bref, après 2016, gare de ne pas jeter le bébé avec l'eau du bain. Lisez les sondages... en les utilisant prudemment.

d'Américain.e.s, mais plutôt à aller chercher l'appui d'électeur.ice.s dans certaines régions clés afin de répéter le scénario qui lui a permis de remporter une majorité de votes au Collège électoral en 2016. Cette stratégie transparaît dans son message, qui vise surtout à rejoindre sa base, fidèle depuis le début de sa présidence. Il se présente ainsi comme le président de la loi et l'ordre, affirmant que les tensions raciales et les manifestations parfois violentes que l'on observe au pays depuis la mort de l'Afro-Américain George Floyd aux mains des policiers de Minneapolis, sont causées par les progressistes qui appuient Joe Biden. Trump vise également les gens espérant le retour des emplois manufacturiers au pays, un message qui avait séduit en 2016. De plus, la liste des intervenant.e.s à la convention républicaine montre que Trump tente de courtiser certains

groupes d'électeur.ice.s où ses appuis sont plus incertains, dont les femmes et les Noir.e.s.

En disant qu'il veut sauver l'âme du pays, Trump parle avant tout à sa base, qui craint que des changements démographiques, sociaux et économiques trop rapides transforment le visage du pays à tout jamais. En parlant de l'âme des États-Unis, Biden croit plutôt que les quatre premières années de Trump ont tellement alimenté les divisions au pays, que celui-ci est désormais méconnaissable. Biden propose donc un retour au calme, à une certaine normalité, au dialogue et aux collaborations nécessaires pour sortir les États-Unis des nombreuses crises qu'ils traversent, la COVID-19 au premier chef. Reste à savoir à quelle vision les électeur.ice.s américain.e.s adhéreront le 3 novembre.

# La mécanique électorale : mode d'emploi pour le 3 novembre

*Le 3 novembre, le peuple américain choisira son président par la voie des urnes. Cependant, comprendre le fonctionnement du système électoral américain n'est pas toujours simple. Collège électoral, grands électeurs, États clés, vote en personne ou par la poste : maîtriser ces notions est essentiel pour saisir les stratégies des candidats et évaluer leurs chances de l'emporter.*

## Le Collège électoral : un mode de scrutin indirect... et mal compris

En novembre 2020, les Américain.e.s éliront leur président à l'aide d'un mode de scrutin indirect : le Collège électoral, un héritage des Pères fondateurs du pays. Lors de la Convention constitutionnelle de Philadelphie en 1787, ceux-ci ne sont pas convaincus que les électeur.rice.s soient « [capables de bien évaluer et de bien juger des qualités des individus en regard de la fonction présidentielle](#) ». Ils confient donc l'élection du président à de « grands électeurs », c'est-à-dire un « [un groupe de personnes choisies à cette seule fin par les électeurs des différents États](#) ». Le Collège électoral permet ainsi au peuple de participer à la sélection du président, tout en instituant un garde-fou pour prévenir l'arrivée au pouvoir de candidat.e.s corrompu.e.s, démagogues ou n'ayant pas les qualités requises pour occuper ce poste.

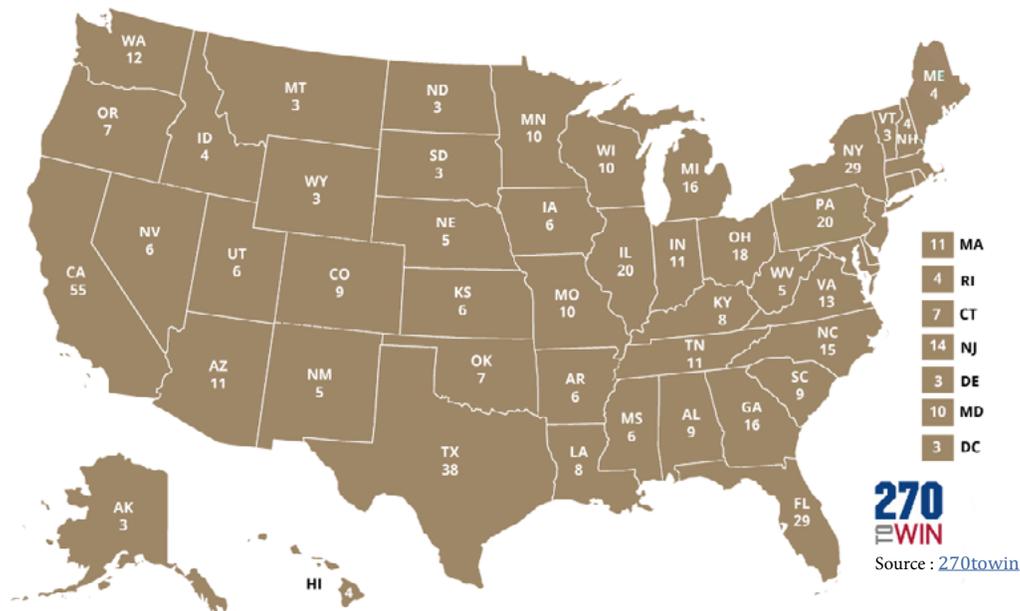
Le rôle des grands électeurs est plutôt symbolique aujourd'hui, mais le Collège électoral reste en vigueur plus de 230 ans après la rédaction de la Constitution des États-Unis. D'ici le 3 novembre prochain, les électeur.rice.s voteront donc pour leur candidat présidentiel

favori, bien que, dans les faits, le peuple américain élira « [en termes juridiques stricts, la liste de grands électeurs engagés en faveur](#) » de Trump ou Biden. Dès lors, même si un candidat est déclaré gagnant le soir du 3 novembre, ce sont bien les grands électeurs (choisis par le vote populaire) qui désigneront officiellement le vainqueur quelques semaines plus tard en prévision du nouveau mandat présidentiel débutant le 20 janvier. Il est rare que les grands électeurs [aillent à l'encontre du vote populaire](#), notamment parce que les lois de plusieurs États imposent des pénalités ou des amendes à ceux et celles qui le font.

**« Le rôle des grands électeurs est plutôt symbolique aujourd'hui, mais le Collège électoral reste en vigueur. »**

Comme le montre la carte ci-dessous, ce sont bien des grands électeurs que Trump et Biden tentent de remporter le 3 novembre. Ils sont au nombre de 538, répartis entre les cinquante États américains en plus du District de Columbia. Chaque État compte le même nombre de grands

## Répartition des 538 votes au Collège électoral entre les États américains



électeurs que le nombre de représentant.e.s et de sénateur.ice.s composant sa délégation au Congrès des États-Unis. Pour remporter la présidentielle, un.e candidat.e doit obtenir une majorité simple, c'est-à-dire au moins 270 grands électeurs. À part deux exceptions (Maine et Nebraska), le principe du « [winner-take-all](#) » s'impose dans tous les États américains. Ainsi, lorsqu'un.e candidat.e remporte le vote populaire dans un État, tous les grands électeurs de cet État lui sont attribués. Les candidat.e.s ont donc intérêt à gagner les États comptant un nombre élevé de grands électeurs, comme la Californie (55), le Texas (38) ou encore la Floride (29), et à garder également l'œil sur les États clés du scrutin, c'est-à-dire ceux où l'élection est généralement serrée et qui peuvent facilement basculer du côté démocrate ou républicain : Floride, Pennsylvanie, Wisconsin, Caroline du Nord, Michigan, Ohio, Arizona.

Le Collège électoral est loin de faire l'unanimité : une [majorité d'Américain.e.s](#) souhaite l'abolir sous prétexte qu'il serait archaïque et qu'il [créerait des iniquités entre les États](#). D'une part, en vertu de ce système, les citoyen.ne.s des États moins peuplés (généralement ruraux et conservateurs) exercent un poids plus important sur le choix du président que ceux des États plus peuplés (généralement côtiers, urbains et plus progressistes). À titre d'exemple, un grand électeur du Wyoming représente 192 000 personnes alors que ce nombre atteint 718 000 en Californie. D'autre part, en raison de la règle du « winner-take-all », une distorsion entre le vote populaire et le vote du Collège électoral peut survenir, comme ce fut le cas pour Al Gore en 2000 et Clinton en 2016 : tous deux ont remporté le vote populaire, mais ce sont, respectivement, les républicains George W. Bush et Donald Trump qui ont obtenu la majorité des



votes au Collège électoral et qui sont devenus présidents.

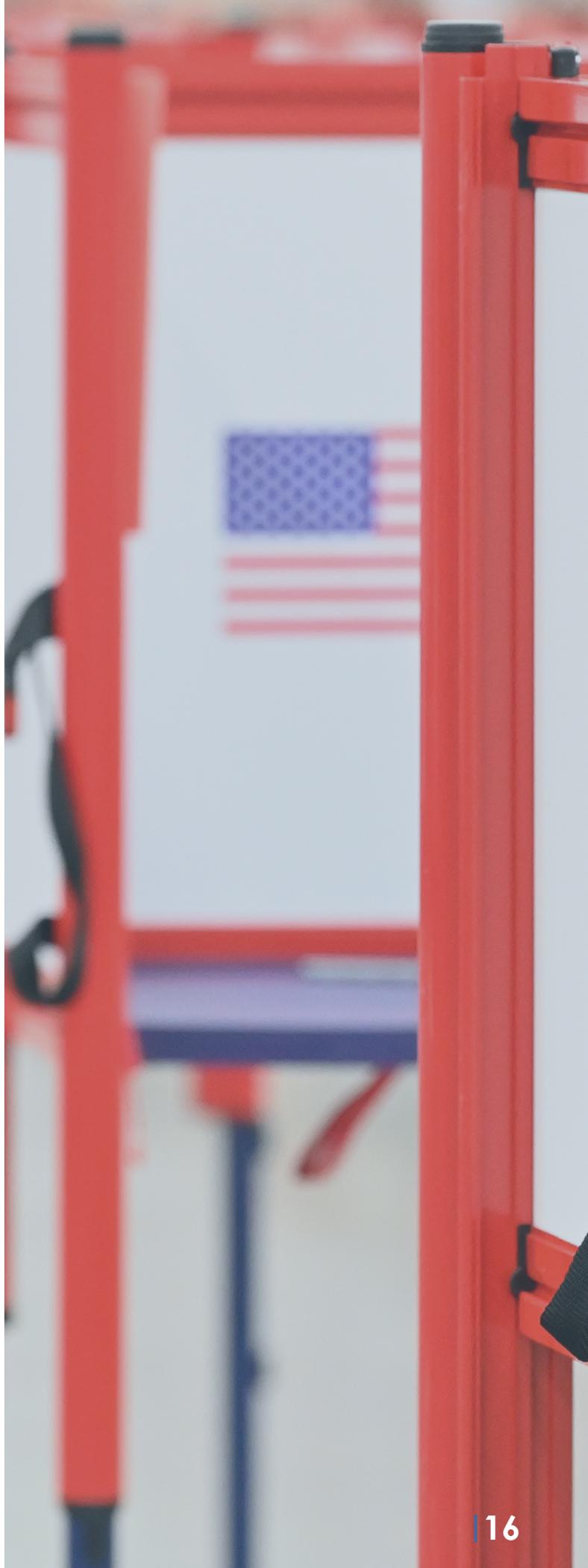
Plusieurs alternatives ont été proposées pour remplacer le Collège électoral, comme le [\*National Popular Vote Interstate Compact\*](#), un [amendement pour abolir](#) cette institution ou encore la modification des lois électorales des États pour que le nombre de grands électeurs attribués soit proportionnel au vote populaire obtenu. Mais ces réformes ne verront pas le jour d'ici le 3 novembre.

## Des efforts pour stimuler la participation électorale... et la restreindre

Trump et Biden tentent donc d'encourager (ou de décourager) le vote dans les États les plus déterminants, notamment les fameux États clés de l'élection. En général, un fort taux de participation tend à favoriser les démocrates alors qu'une faible participation profite aux républicains, surtout si elle touche les électeurs issus des minorités afro-américaine et latino-américaine, plus enclines à donner leurs voix au Parti démocrate. [Cette tendance](#) explique pourquoi la stratégie des démocrates consiste à encourager le plus grand nombre de personnes à s'inscrire sur les listes électorales et à voter. En cette période de pandémie, la nature de leurs efforts [s'est transformée](#) : à défaut du porte-à-porte, ils recourent plus que jamais [à différents moyens numériques ou en gardant une distance sécuritaire](#). Ainsi, une multitude d'organisations — [partisanes](#) et [non partisanes](#) — tente de

faciliter l'inscription sur les listes électorales ou encore d'informer les Américain.e.s sur les procédures pour voter par correspondance. Pour faire passer leur message, elles s'associent à des célébrités comme [Meghan Markle](#), [Bon Iver](#), [Billie Eilish](#) ou encore [Pearl Jam](#). [Barack](#) et Michelle Obama contribuent également à ces efforts, en [encourageant les jeunes à voter](#).

Pour leur part, les stratèges du Parti républicain recourent à au moins quatre [tactiques](#) pour tenter de limiter l'accès au vote de certains électors. Premièrement, ils s'opposent aux changements facilitant le vote par anticipation et par la poste. Car en pleine pandémie, ce type de vote risque de provenir surtout des centres urbains à tendance démocrate, où la densité de population est plus importante et où les électeur.rice.s craignent plus d'aller voter en personne. Deuxièmement, les républicains tentent d'invalider des lois facilitant l'accès aux urnes. Par exemple, en [Pennsylvanie](#), un État clé de l'élection, on permet aux électeur.rice.s de voter par anticipation en déposant leurs bulletins de vote dans des boîtes prévues à cet effet, mais les législateurs républicains veulent en restreindre le nombre. Troisièmement, en Floride, les républicains essaient de nuire aux démocrates à l'aide de mesures interdisant [aux ancien.ne.s détenu.e.s n'ayant pas réglé leurs dettes judiciaires de participer à l'élection](#), ce qui affecte plus d'un million d'électeur.rice.s dans cet État clé. Quatrièmement, Trump tente lui-même de décourager les électeur.rice.s de voter en affirmant, comme il l'a fait lors du premier débat présidentiel du 29 septembre, que le [vote par correspondance mènera à des](#)



[fraudes électorales](#) sans précédent, et qu'il ne reconnaîtra peut-être pas la légitimité de ce vote, voire le résultat de l'élection.

**« Les stratèges du Parti républicain recourent à au moins 4 tactiques pour tenter de limiter l'accès au vote de certains électors. »**

Ce type de déclaration place le pays dans une situation délicate. En effet, si le résultat des élections est trop serré pour déclarer un gagnant le 3 novembre au soir, l'issue du scrutin pourrait dépendre des votes par la poste, envoyés aux scrutateurs avant le 3 novembre,

mais qui leur parviendront après cette date. Parmi les États clés de l'élection par exemple, [certains refusent de comptabiliser les votes reçus après le 3 novembre](#) (Floride, Arizona), alors que d'autres l'acceptent : Caroline du Nord et Pennsylvanie (jusqu'au 6 novembre), Wisconsin (jusqu'au 9 novembre), Ohio (jusqu'au 13 novembre) et Michigan (jusqu'à 14 jours après l'élection). Ces dates pourraient changer si les républicains réussissent à faire abroger de telles décisions, comme ils tentent d'y parvenir au Wisconsin. Mais le nombre particulièrement élevé de votes par correspondance en période de pandémie augmente le risque que la soirée électorale du 3 novembre se transforme en semaines électorales, voire en mois en cas de contestation des résultats.



# Les enjeux d'une élection pas comme les autres

*Lorsqu'on [sonde les Américain.e.s](#) sur les enjeux qu'ils et elles jugent les plus importants en vue du 3 novembre, l'épidémie de la COVID-19, l'économie, les relations raciales et le système de santé se démarquent. La présidentielle de 2020 est particulière parce qu'elle se déroule dans un contexte marqué par de multiples crises : sanitaire, économique et raciale.*

## Un scrutin à l'ombre de la pandémie

La pandémie de COVID-19 a redéfini les priorités politiques et s'impose comme le thème prépondérant de cette élection. En septembre, un sondage Gallup rapportait qu'un [quart](#) des Américain.e.s considère qu'elle est le principal problème auquel le pays est confronté. Cela dit, les démocrates sont beaucoup [plus enclin.e.s](#) à accorder de [l'importance à cet enjeu](#).

Les démocrates estiment que la gestion de la crise sanitaire par le président Trump devrait être une question centrale de l'élection. Minimisant l'importance du problème dans ses apparitions publiques, Trump a privilégié la réouverture de l'économie et tenu des rassemblements électoraux en personne durant lesquels ses partisan.e.s et lui ne portaient pas de masque, ni ne respectaient les règles de distanciation physique à la lettre. De plus, le président a mis beaucoup d'espoir sur le développement rapide d'un vaccin, sans toutefois donner de détails clairs sur l'échéancier.

La majorité des Américain.e.s n'a pas été impressionnée par de telles promesses : fin septembre, [56 % d'entre eux,elles étaient insatisfait.e.s](#) de la gestion de cette crise par Donald Trump. Les critiques du président ont qualifié ses politiques de chaotiques, dénonçant l'absence de stratégie nationale ou encore le fait que Trump aurait risqué la vie et la santé des Américain.e.s en les [encourageant à ne pas trop craindre le virus](#). Cependant, l'opinion publique sur cette question demeure divisée selon les lignes partisans : [un peu plus de 80 % des républicain.e.s](#) approuvent la gestion de l'administration Trump contre seulement 9 % de l'électorat démocrate. Ce taux s'élève à 34 % chez les indépendant.e.s.

**« La pandémie a mis fin à une période ininterrompue de 11 années de croissance de l'économie américaine. »**

L'ampleur de la pandémie — plus de 7 millions de cas et la barre des 200 000 morts franchie aux États-Unis — incite également les Américain.e.s à se demander quel style de leadership est le plus approprié à la Maison-Blanche en période de crise. Se distinguant de son rival républicain, Joe Biden dit vouloir miser sur un plan d'action fédéral et sur l'avis des spécialistes de la santé publique s'il est élu. Les sondages montrent que les Américain.e.s en âge de voter font davantage confiance à Biden pour gérer la COVID-19 : seuls les [électeur.rice.s enregistré.e.s](#) comme républicain.e.s préfèrent Trump.

## Une économie au ralenti et des inégalités préoccupantes

Comme à l'habitude, l'économie figure parmi les [principales préoccupations des électeur.rice.s](#) encore cette année. Les républicain.e.s, [plus enclin.e.s](#) à dire que cet enjeu est une priorité, s'entendent cependant avec les démocrates pour affirmer que la COVID-19 représente [une menace pour l'économie](#). La pandémie a mis fin à une période ininterrompue de onze années de croissance de l'économie américaine. Trump souhaitait pouvoir en tirer profit pour garantir sa réélection, mais le virus a infecté l'économie au même rythme que les personnes. En dépit de cette conjoncture, un [sondage](#) de NPR publié à la fin du mois de septembre révèle que 49 % des électeur.rice.s enregistré.e.s font davantage confiance à Trump pour gérer l'économie, contre 46 % pour Biden.

La question des emplois et de la santé financière des entreprises est [particulièrement saillante](#),



alors que le taux de chômage a connu une hausse drastique, passant du taux historiquement bas de [3,8 %](#) en février à plus de 14 % en avril (selon les estimations les plus prudentes), pour redescendre à environ [7,9 %](#) en septembre. Les taux de chômage chez les femmes, les communautés noires et latino-américaines et les immigrant.e.s [sont toutefois plus élevés que la moyenne nationale](#). Ainsi, à la mi-septembre, on évaluait à [30 millions](#) le nombre d'Américain.e.s bénéficiant d'une forme d'allocation de chômage – par l'entremise des programmes d'assurance chômage traditionnels ou des mesures d'aide fédérale mises en place pendant la pandémie.

**« Au moins 30 % de la population vit une situation d'insécurité financière. »**

Les enjeux concernant les inégalités et l'insécurité économique retiennent aussi l'attention, [des partisan.e.s démocrates](#) surtout. Le [U.S. Census Bureau](#) révélait en septembre 2019 que les inégalités de revenus étaient à leur plus haut niveau des cinquante dernières années. Les démocrates soulignent l'impact de la réforme fiscale de Trump qui aurait [accentué les inégalités économiques](#) en réduisant considérablement l'impôt des plus riches.

La pandémie risque d'accentuer ces disparités, et d'aggraver nombre d'enjeux socio-économiques comme la pauvreté, les coûts des soins de santé et l'effritement du filet social.

En mai 2019 déjà, les [données publiées par la Réserve fédérale](#) indiquaient que le quart des Américain.e.s n'avait pas les moyens de s'offrir tous les soins médicaux dont ils ont besoin, et qu'au moins 30 % de la population vit une situation d'insécurité financière.

## Tensions et inégalités raciales

Pour les mouvements luttant contre les inégalités raciales, les premiers mois de la COVID-19 ont révélé le racisme systémique qui caractérise le système de santé américain. À titre indicatif, un récent [rapport](#) de la National Urban League, intitulé *State of Black America Unmasked*, révèle que les Noir.e.s sont nettement plus affecté.e.s par la maladie, en partie parce qu'ils ont moins accès à une assurance maladie et à des soins de qualité. Ces inégalités, conjuguées à la [mort de Breonna Taylor au mois de mars](#), et celle de [George Floyd](#) à la fin du mois de mai, ont constitué un terreau fertile pour les nombreuses manifestations contre la brutalité policière et le racisme systémique dans des villes comme Portland, Minneapolis et Kenosha en cette année électorale.

Menées par le mouvement Black Lives Matter, ces manifestations ont suscité des réactions fort différentes de la part de Trump et Biden. Le président a exigé le retour de « la loi et l'ordre » au pays tandis que son adversaire démocrate a milité pour une meilleure responsabilisation et formation dans les services policiers. Considérant qu'entre 15 et 26 millions d'Américain.e.s ont pris part à de



telles manifestations entre le moment du décès de George Floyd le 25 mai et le début du mois de juillet, il ne semble pas exagéré de croire qu'il s'agit là de [l'un des mouvements sociaux les plus importants de l'histoire du pays](#). Ces événements ont d'ailleurs eu un effet notable sur l'opinion publique en vue de l'élection du 3 novembre. Au début du mois de mai, seulement [4% des électeur.rice.s](#) considéraient les questions raciales comme un enjeu majeur. Ce pourcentage a bondi à 19 % en juin et se situait toujours à 13 % en septembre.

**« Les Noir.e.s sont nettement plus affecté.e.s par la maladie, en partie parce qu'ils ont moins accès à une assurance maladie et à des soins de qualité. »**

La décision de Trump de miser sur «la loi et l'ordre» n'a pas permis au président d'améliorer ses chances de victoire dans les [États clés de l'élection](#), où Biden a conservé son avance durant toute la période qui a suivi la mort de George Floyd et le début des manifestations parfois violentes aux États-Unis. En effet, la majorité des électeurs.rice.s juge, contrairement à Trump, que le racisme systémique est un problème [plus important que les violences découlant des manifestations](#). En juillet, [64 % des Américain.e.s](#) désapprouvaient la réponse du président pour enrayer ces

manifestations. Dès lors, [47 % des électeurrice.s](#) font davantage confiance à Joe Biden pour garantir l'ordre public, contre 39 % qui favorisent le candidat républicain, malgré les tentatives de ce dernier de convaincre les Américain.e.s que Biden veut réduire drastiquement le financement des forces policières, comme le voudraient les mouvements *Defund the police*. Ce n'est [pourtant pas la position de Biden](#). Trump est toutefois parvenu à faire reculer le soutien au mouvement Black Lives Matter parmi l'électorat républicain. Cet appui est passé [de 37 % en juin à 16 % en septembre](#), même après [l'affaire Jacob Blake](#), du nom de cet autre Afro-Américain victime de brutalité policière, au Wisconsin cette fois.

La saison électorale de 2020 est donc marquée par de multiples crises, mais aussi étonnant cela puisse-t-il paraître, la COVID-19, les difficultés économiques ou encore les tensions raciales n'ont presque pas modifié [les intentions de vote](#) des Américain.e.s. Cette élection se dessine donc comme un référendum sur le bilan de Trump. En effet, la [majorité des personnes soutenant le camp démocrate](#) souhaite avant tout s'opposer à la réélection du président sortant. Peu importe les enjeux, le président demeure au centre des conversations et c'est sa performance des quatre dernières années que les électeurs.rice.s semblent vouloir célébrer ou sanctionner le 3 novembre.



# Les électorats clés de 2020

*Les deux grands partis peuvent compter sur des électorats naturels et les intentions de vote ont été particulièrement stables depuis le début du duel entre Donald Trump et Joe Biden. Cependant, les préférences électorales des Américain.e.s ne sont pas totalement statiques. Tant les enjeux que les bons et les mauvais coups des candidat.e.s peuvent influencer le vote. En 2020, quatre segments de l'électorat semblent particulièrement déterminants : le vote des femmes, le vote latino, le vote afro-américain et les électeur.rice.s républicain.e.s contre Trump.*

## Vote féminin ou votes féminins ?

Cette année, les électrices étatsuniennes ont célébré le 100<sup>e</sup> anniversaire du 19<sup>e</sup> amendement leur garantissant le droit de vote. Plus nombreuses que les hommes à se prévaloir de ce droit à chaque cycle électoral [depuis 1980](#) et de plus en plus actives politiquement, les électrices ne constituent pas un bloc uniforme. Comme le montre l'exemple de 2016, elles ne votent pas automatiquement pour une femme (Hillary Clinton) et leur vote est influencé par plusieurs facteurs. Si le vote de certaines est motivé par des enjeux sociaux comme l'immigration, l'éducation, la santé ou les [droits des femmes](#), d'autres font leurs choix sur la base de l'économie ou de dynamiques identitaires. Le lieu de résidence a également un certain poids, ce qui explique pourquoi les médias font grand cas du vote des femmes habitant les banlieues cette année. Regroupant près de 50 % de l'électorat, [les banlieues](#) constituent un champ de bataille capital en 2020. Le thème de la « loi et l'ordre » cher aux républicain.e.s, les sous-entendus racistes qui l'accompagnent parfois, et les allusions aux risques d'une victoire de Biden pour la sécurité et la prospérité des banlieues peuvent-ils permettre à Trump de

conserver l'appui de l'électorat des banlieues, en particulier celui des femmes blanches, qui semble lui échapper depuis les élections de mi-mandat de 2018 ? Ce pari est pour le moins risqué.

**« Regroupant près de 50 % de l'électorat, les banlieues constituent un champs de bataille capital en 2020. »**

D'une part, les enjeux de la COVID-19, la crise économique et l'éducation semblent bien plus préoccuper l'électorat des banlieues, même ceux composés d'une forte population blanche et à tendance républicaine, que la sécurité. La ville de [Cornelius](#) en Caroline du Nord en est un exemple : les témoignages de nombreuses électrices prouvent que le thème de « la loi et l'ordre » de Trump ne semble pas autant trouver écho qu'il le souhaite. D'autre part, les mères blanches au foyer sont de moins en moins nombreuses : elles n'étaient que [27 %](#) en 2016 contre [49 %](#)



@JoshJohnson

en 1967. Qui plus est, les banlieues se sont considérablement [diversifiées](#), à l'image de la société américaine. Cette frange de l'électorat reste toutefois primordiale pour les deux partis, même si, actuellement, c'est le Parti démocrate qui pourrait le plus bénéficier du soutien et de la participation de ces électrices.

**« Les sondages dans plusieurs États clés illustrent que le vote des femmes pourrait grandement nuire aux chances de Trump de remporter un 2<sup>e</sup> mandat. »**

En effet, depuis l'élection du républicain Ronald Reagan en 1980, leur soutien va davantage aux démocrates, ce qui peut s'expliquer en partie par l'appui du *Grand Old Party* à des positions contraires aux préférences de nombreuses électrices (rejet du *Equal Rights Act*, rejet du droit à l'avortement, etc.) et par l'adoption, par le Parti démocrate, de plateformes électorales incluant des enjeux auxquels les femmes [s'identifient davantage](#). Les sondages dans plusieurs [États clés de l'élection](#) (Wisconsin, Pennsylvanie, Floride) illustrent ainsi que le vote des femmes pourrait grandement nuire aux chances de Trump de remporter un deuxième mandat. De plus, selon une [étude de la Brookings Institution](#), les électrices risquent également d'exercer un

poids considérable sur plusieurs élections sénatoriales le 3 novembre, dont l'Arizona, le Colorado, le Montana et la Caroline du Nord. Les démocrates souhaitent y remporter les sièges nécessaires pour reprendre la majorité au sein des deux chambres du Congrès.

**« Les Afro-Américain.e.s joueront un rôle majeur dans l'issue du scrutin présidentiel et leur mobilisation est déjà visible. »**

## Un électorat afro-américain mobilisé

Le meurtre de George Floyd par des policiers blancs en mai 2020 a relancé le débat sur les violences policières et les relations raciales aux États-Unis. Joe Biden doit sa « résurrection » lors des primaires démocrates à la mobilisation de l'électorat afro-américain en Caroline du Sud : après sa victoire dans cet État clé des primaires, le démocrate a remporté presque tous les États. Les Afro-Américain.e.s joueront un rôle majeur dans l'issue du scrutin présidentiel et leur mobilisation est déjà visible. 66 % d'entre eux.elles désirent voter par anticipation, que ce soit par la poste ou en personne, une augmentation de 25 points par rapport à 2016.

## Trump et le vote évangélique

Les évangéliques blanc.he.s font l'objet de convoitise de la part des candidat.e.s aux élections depuis les années 1950. Leur alliance avec les démocrates — ils ont notamment contribué à l'élection de John F. Kennedy en 1960 — s'est rompue au cours des années 1970. Depuis, ce groupe, qui représente approximativement 15 % de la population du pays et dont l'idéologie est associée au conservatisme social, appuie majoritairement le Parti républicain. Cette tendance s'est accentuée au cours des années 2000, de telle sorte que Donald Trump a reçu un appui inégalé de cette tranche de l'électorat en 2016.



Le vote des évangéliques blanc.he.s pour le Parti républicain de 2000 à 2016

2000	2004	2008	2012	2016
68 %	78 %	74 %	78 %	81 %

Source : Pew Research Center (2006; 2016)

Depuis le début de la présidence Trump, l'accumulation des scandales, la procédure de destitution et les ratés dans la gestion de la pandémie ne semblent pas avoir ébranlé l'appui de ce groupe au président : un sondage effectué en juillet 2020 rapporte que 83 % d'entre eux.elles ont toujours l'intention de l'appuyer le 3 novembre.

Au-delà de la croyance religieuse voulant que Trump incarne une figure messianique, des considérations stratégiques peuvent expliquer le comportement électoral des évangéliques blanc.he.s. Depuis l'élection du tandem Trump-Pence, les conservateur.ice.s sociaux.ales ont eu un plus grand accès à la Maison-Blanche.

Par ailleurs, de par sa participation à de nombreux événements ultraconservateurs et ses prises de position hautement médiatisées en matière d'avortement et de libertés religieuses, Trump a repris à son compte plusieurs de leurs revendications. Il a en outre nommé à la Cour suprême des États-Unis trois juges (Neil Gorsuch, Brett Kavanaugh et Amy Coney Barrett) dont les prises de position sur les enjeux moraux sont en phase avec cet électorat.

Si le Parti républicain a besoin de l'appui de la droite chrétienne pour l'emporter le 3 novembre, le parti sait aussi que cette frange de l'électorat est vieillissante et que cette stratégie ne sera peut-être pas viable à long terme.

Néanmoins, un élément important tempère ce potentiel de mobilisation : les manœuvres destinées à limiter la portée de cet électorat. Ces manœuvres vont du découpage partisan des circonscriptions électorales aux barrières au droit de vote des ancien.ne.s détenu.e.s, en passant par l'exigence de certains documents d'identité pour s'inscrire sur les listes électorales. Dans le contexte de pandémie de la COVID-19, alors que le vote par correspondance suscite un vif intérêt, il apparaît déjà que les bulletins envoyés par les électeur.rice.s afro-américain.e.s sont rejetés à un taux nettement plus élevé que ceux des Blanc.he.s (il en est de même pour les Latinos-Américain.e.s). Enfin, si l'électorat afro-américain penche nettement du côté du Parti démocrate, environ 10 % de celui-ci vote solidement républicain. En dépit de ses tentatives de courtiser cet électorat, Donald Trump n'a pas vraiment réussi à améliorer sa position. Néanmoins, dans l'éventualité d'une élection serrée, un appui modeste à sa candidature pourrait faire la différence.

**« Alors que le vote par correspondance suscite un vif intérêt, il apparaît déjà que les bulletins envoyés par les électeur.rice.s afro-américain.e.s sont rejetés à un taux nettement plus élevé que ceux des Blanc.he.s. »**

## Vote latino-américain : le géant dormant se réveillera-t-il ?

Les Latino-Américain.e.s forment un bloc électoral en croissance : pour la première fois, ils constituent une part de l'électorat plus grande que les Afro-Américain.e.s, passant de 11,9 % en 2016 à 13,3 % en 2020. Même si cet électorat se concentre avant tout dans certaines régions des États-Unis, dont le sud-ouest du pays, les Latino-Américain.e.s peuvent avoir un effet majeur sur l'élection du 3 novembre. Sur les cinq États où se trouvent les deux tiers de ces électeur.rice.s, trois sont à surveiller : la Floride, l'Arizona et le Texas.

Or, la participation électorale des Latino-Américain.e.s est anémique, d'où le surnom de « géant dormant » qu'on donne parfois à cet électorat. Le réveil ne s'est pas produit en 2016, mais lors des élections de mi-mandat de 2018, la participation de cet électorat a bondi de 13,4 % par rapport à 2014. Une participation accrue lors des présidentielles permettrait-elle au Parti démocrate de remporter les fameux États clés du scrutin ? La réponse ne peut pas être tranchée. Souvent perçu, à tort, comme un tout homogène, cet électorat est constitué de groupes ethnoculturels (Portoricain.e.s, Centraméricain.e.s, Mexicain.e.s, Cubain.e.s, entre autres) aux bagages politiques et socioculturels variés, qui influencent le vote de multiples manières. En Floride, le Parti républicain peut généralement compter sur le soutien de la majorité des Cubano-Américain.e.s (particulièrement ceux de première génération, fidélisé.e.s par le discours anticastriste plus ferme du parti). Or, dans ce même État, les

mouvements de population causés par l'ouragan Maria en 2017 ont entraîné une augmentation du nombre d'électeur.rice.s [portoricain.e.s](http://portoricain.e.s), critiques de la réponse de l'administration Trump à cette catastrophe — et que courtise le Parti démocrate. À l'échelle nationale, la majorité des Latino-Américain.e.s tend également à favoriser le Parti démocrate (69 % ont appuyé ce parti en 2018). Avec une moyenne d'âge moins élevée que celle des électeurs.rice.s issu.e.s d'autres groupes ethniques, les Latino-Américain.e.s constituent un électorat d'avenir. Leur poids électoral pourrait durablement influencer les résultats dans des États comme l'Arizona et le Texas... si le géant se réveille.

**« Pour la première fois, les Latino-Américain.e.s constituent une part de l'électorat plus grande que les Afro-Américain.e.s. »**

Républicain.e.s pour Biden ? Du Lincoln Project aux électeur.rice.s indécis.e.s

Créé à la fin 2019, le [Lincoln Project](http://Lincoln Project) est un groupe d'action politique constitué d'actuels ou d'ancien.ne.s républicain.e.s qui souhaitent empêcher la réélection de Donald Trump. Le groupe, qui s'oppose à la manière dont Trump a transformé le visage du Parti républicain, est une manifestation concrète d'un phénomène



observable sur le terrain : de nombreux électeur.rice.s qui ont appuyé le milliardaire en 2016 [remettent en question leur appui en 2020](#). Ces électeur.rice.s républicain.e.s modéré.e.s ou indépendant.e.s font également l'objet de [convoitise de la part de Biden](#), qui a reçu l'appui de plusieurs [figures républicaines](#), dont [Cindy McCain](#), la fille du regretté John McCain, et l'ancien gouverneur de l'Ohio [John Kasich](#). Très actifs sur les réseaux sociaux, les républicain.e.s qui appuient des groupes comme le Lincoln Project pourraient prouver, le 3 novembre, que les démocrates ont pris la bonne décision de sélectionner un candidat modéré (Joe Biden) plutôt que plus à gauche (Bernie Sanders) pour tenter de battre Donald Trump. En effet, le programme électoral de Sanders était moins susceptible de plaire à l'électorat républicain modéré.

Peu importe le groupe démographique dont il est question, un enjeu demeure central pour les deux partis : s'assurer que les électorats susceptibles de pencher en leur faveur aillent voter et en mobiliser de nouveaux. À ce titre, une analyse de Crooked Media et Change Research auprès de 3098 électeur.rice.s qui voteront pour la première fois en 2020 ou qui ne participent pas assidûment aux élections, montre que 76 % sont très enthousiastes à l'idée d'aller, à hauteur de [10/10](#). Parmi ces électeur.rice.s, Joe Biden a une confortable avance sur Trump (49 % - 37 %). Reste à voir s'ils seront effectivement au rendez-vous le 3 novembre.



# La lutte pour le Midwest

*Autrefois poumon industriel des États-Unis, le Midwest inclut plusieurs États de la région des Grands Lacs qui ont pris une importance majeure sur le plan électoral au cours des dernières années : le Michigan, le Wisconsin, l'Ohio, le Minnesota, l'Illinois et (dans sa définition étendue) la Pennsylvanie. Longtemps dominée par les démocrates, qui la désignaient parfois comme le mur bleu (« Blue Wall »), la région s'est révélée le point de bascule de la présidentielle de 2016. À la surprise générale, Donald Trump est parvenu à démanteler une partie du mur démocrate, scellant le sort de l'élection, un coup de tonnerre autour duquel les diagnostics divergent depuis.*

Alors que les campagnes de Barack Obama en 2008 et 2012 avaient massivement fait sortir le vote des Afro-Américain.e.s et des jeunes, certains considèrent que les démocrates ont ce faisant délaissé l'électorat ouvrier blanc, considéré à tort comme acquis au parti. D'autres soulignent que les États concernés furent perdus de peu (11 000 voix au Michigan, 23 000 au Wisconsin, 45 000 en Pennsylvanie), traduisant donc plutôt un déficit de mobilisation, explicable par la [faible attention](#) portée à la région par la campagne d'Hillary Clinton.

**« Le Midwest a -t-il changé d'humeur au fil des quatre années du mandat de Donald Trump ? »**

Que l'on considère 2016 comme une révolution ou une anomalie, une chose est certaine, le Midwest s'annonce à nouveau déterminant en vue du scrutin du 3 novembre : le Michigan, le Wisconsin, la Pennsylvanie (et dans une

moindre mesure l'Ohio et l'Iowa) figurent parmi la poignée d'États où l'élection a [le plus de chances de se décider](#). À quoi faut-il s'attendre ? Le Midwest a-t-il changé d'humeur au fil des quatre tumultueuses années du mandat de Donald Trump ?

## Trump et le Midwest : *Rust Belt* vs. *Corn Belt*

Souvent décrit à tort comme un tout homogène, l'électorat du Midwest comporte d'importantes disparités démographiques et socio-économiques. D'une part, la région du Midwest recoupe la majeure partie de la *Rust Belt* (« ceinture de rouille »), ensemble de bassins manufacturiers, urbanisés, s'étalant en bordure des Grands Lacs. D'autre part, les régions plus rurales du Midwest s'étalant dans les prairies se regroupent au sein de la *Corn Belt* (« ceinture de maïs »), où se concentre une part importante de la production agricole du pays.

À bien des égards, les résultats de l'élection de 2016 s'expliquent par la convergence des électors des deux ceintures autour du rejet

de la mondialisation et du libre-échange. Les délocalisations d'usine amorcées au cours des années 1970 et la Grande Récession de 2007-2008 ont vu la perte de nombreux emplois manufacturiers dans la *Rust Belt* (les États-Unis en auraient globalement perdu 5 millions depuis 2000). Parallèlement, les grands accords commerciaux comme l'ALÉNA ont mis les agriculteur.rice.s de la *Corn Belt* en compétition avec de nouveaux marchés produisant à plus faible coût, nuisant à leur compétitivité en sol américain et ailleurs dans le monde.

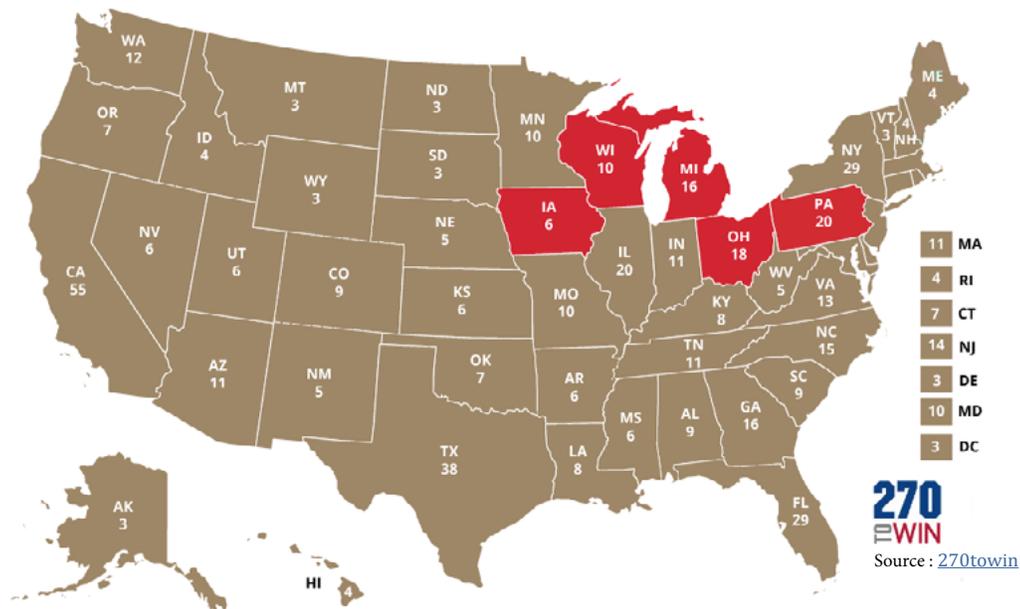
Pour autant, si ce consensus anti-libre-échange a contribué au succès de Donald Trump en 2016, la guerre commerciale menée par celui-ci pourrait l'avoir fragilisé. Alors que le 45<sup>e</sup> président américain a imposé, entre autres, des tarifs sur l'acier et l'aluminium de pays comme la Chine dans l'espoir de faire rouvrir les usines de la *Rust Belt*, ceux-ci ont entraîné une riposte comprenant des tarifs de Pékin sur les produits agricoles (notamment le soja) qui ont durement touché les fermier.ère.s de la *Corn Belt*. Alors que les tensions commerciales commencent à s'apaiser, bien peu d'emplois manufacturiers sont revenus dans les villes industrielles, et la résilience des agriculteur.rice.s a été mise à rude épreuve. Si cet électorat rural penche encore fortement pour le Parti républicain, reste à voir s'il sera aussi enthousiaste à se rendre aux urnes qu'en 2016.

## Une région qui se cherche

Il est toujours périlleux d'employer les élections de mi-mandat comme baromètre



## Cinq États du Midwest à surveiller le 3 novembre (résultats de 2016)



en vue du scrutin présidentiel suivant. Il n'en demeure pas moins que le scrutin de 2018 a témoigné d'un regain de vigueur démocrate substantiel dans la région : le parti a repris les sièges de gouverneur.e au Michigan et au Wisconsin. Par ailleurs, des [40 sièges](#) gagnés à la Chambre des représentants, 15 se situaient dans le Midwest. Bien qu'à prendre avec du recul, ces résultats sont des signaux importants concernant l'humeur de cet électorat.

Reste que la *Rust Belt*, en particulier, cherche encore sa nouvelle place dans l'Amérique de 2020 : si le premier mandat de Donald Trump a démontré que l'âge d'or manufacturier ne reviendra pas, l'économie 2.0 promue par plusieurs figures démocrates n'inspire pas autant que le souhaite le parti. Fière de son héritage industriel, la *Rust Belt* ne se voit pas en prochaine Silicon Valley. Pour autant, les [Right-to-Worklaws](#) (loi anti-syndicats) promulguées entre 2012 et 2015 dans plusieurs États de la

région par des gouverneurs républicains afin de restaurer la compétitivité ont également [montré leurs limites](#).

Les citoyen.ne.s du Midwest semblent donc attendre de la classe politique un nouveau modèle socio-économique. À cet égard, les [étonnants succès](#) de Bernie Sanders et de sa plateforme progressiste dans la région lors des primaires démocrates de 2016 laissent entrevoir chez certain.e.s électeur.rice.s de la *Rust Belt* une curiosité pour de nouveaux grands projets de société. Au début de l'année 2020, un sondage montrait que l'accès aux soins de santé, l'emploi et les infrastructures constituaient les [enjeux majeurs](#) pour ces électeur.rice.s. Depuis lors, l'irruption de la COVID-19 est venue générer de nouvelles problématiques, en accélérant notamment [l'automatisation](#) des manufactures locales. Comment les deux candidats présidentiels s'efforcent-ils de traiter ces préoccupations ?

## « Reste que la *Rust Belt*, en particulier, cherche encore sa nouvelle place dans l'Amérique de 2020. »

### « Scranton contre Park Avenue » ou « Pittsburg contre Paris »

Peu importe les résultats de sa guerre commerciale, Trump s'efforce maintenant de conserver le soutien de l'électorat ouvrier blanc du Midwest en rappelant notamment sa renégociation fructueuse de l'ALÉNA. À la suite des manifestations importantes ayant eu lieu à Kenosha (Wisconsin) et Minneapolis (Minnesota), le président tente également de s'y présenter comme le candidat qui pourra maintenir « la loi et l'ordre » [au bénéfice des banlieues](#) – un électorat pivot cette année. Une épine à son pied toutefois : malgré d'ambitieuses promesses en 2016, son administration affiche un [bilan en demi-teinte](#) sur la crise des opioïdes, sujet de préoccupation majeur dans des États comme la Pennsylvanie et l'Ohio.

Du côté démocrate, rebâtir le fameux « Blue Wall » s'annonce primordial pour reprendre le contrôle de la Maison-Blanche. Natif de

la Pennsylvanie et ayant remporté de fortes majorités dans le Midwest durant les primaires démocrates, Joe Biden semble à première vue (et selon [les sondages](#)) mieux positionné qu'Hillary Clinton en 2016 pour remporter les États clés de la région. Au lendemain des grandes manifestations contre les brutalités policières, il s'efforce de mobiliser les communautés afro-américaines de la région qui sont concentrées dans les grandes villes comme Detroit, Cleveland, Milwaukee ou Minneapolis. En parallèle, il tente également de courtiser l'électorat ouvrier blanc en soulignant être soutenu par de [nombreux syndicats](#) et en présentant l'élection comme un duel entre « Scranton et Park Avenue » (une ville ouvrière de Pennsylvanie d'où il est natif et un quartier aisé de Manhattan).

La formule n'est pas sans rappeler une réplique célèbre de Donald Trump, qui [disait](#) en 2017 avoir « été élu pour représenter les habitant.e.s de Pittsburgh, pas de Paris » (en référence à la ville célèbre pour son industrie métallurgique et l'Accord de Paris sur le climat). De fait, c'est là l'un des gros enjeux symboliques de l'élection de 2020 dans la *Rust Belt* : quel candidat semble le plus proche du cœur ouvrier de la nation et saura lui trouver les remèdes adéquats ? À Scranton et Pittsburgh d'en décider.

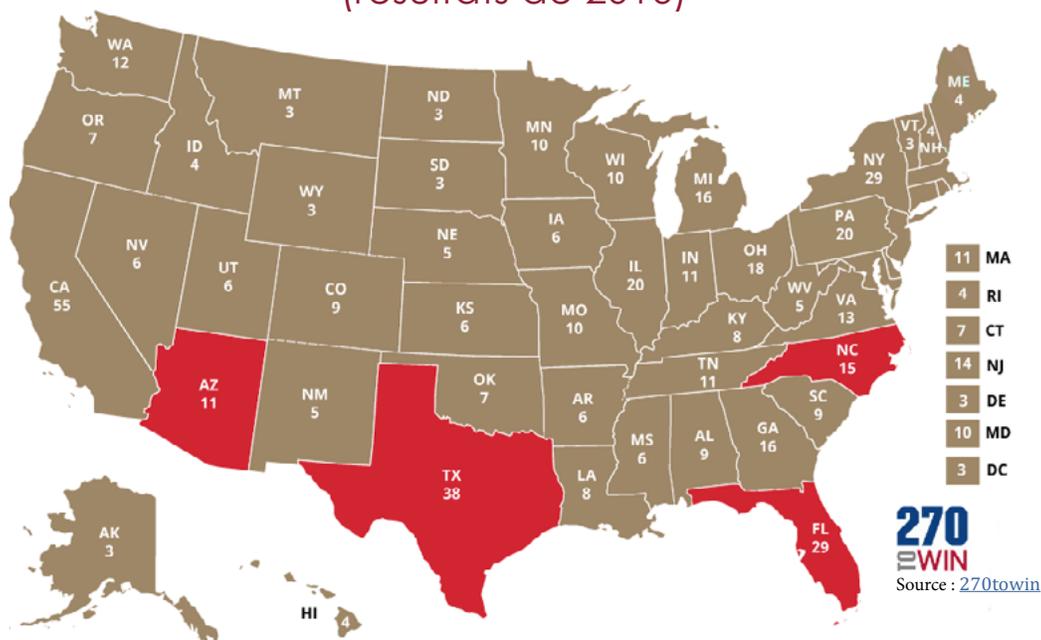
—



# La lutte pour le Sud

Depuis les années 1960 et les politiques du président démocrate Lyndon Johnson pour favoriser la déségrégation du Sud des États-Unis, cette région est progressivement devenue un château fort du Parti républicain aux élections présidentielles. Or, les récents changements démographiques ainsi que les mouvements de population à l'intérieur des États-Unis transforment actuellement le visage de certains États du Sud, permettant au Parti démocrate de rêver d'ébranler ce bastion. Alors que le Midwest était la région à surveiller en 2016 et lors des élections de mi-mandat de 2018, le Sud pourrait jouer un rôle déterminant en 2020. Totalisant 93 des 538 votes au Collège électoral pour l'élection présidentielle, l'Arizona (11), le Texas (38), la Floride (29) et la Caroline du Nord (15) suscitent un intérêt certain cette année.

## Quatre États du Sud à surveiller le 3 novembre (résultats de 2016)



## Floride : l'éternel État clé

Avec ses 29 votes au Collège électoral, la Floride a été un État âprement disputé lors des récentes élections présidentielles. Et cette année ne fait pas exception. Fait intéressant à noter : depuis 1996, le *Sunshine State* vote systématiquement pour le candidat qui remporte la Maison-Blanche. Donald Trump fonde énormément

d'espoir sur la Floride, ayant même décidé de quitter New York pour s'y établir, changeant sa résidence officielle et faisant de son complexe hôtelier de Mar-a-Lago une véritable « Maison-Blanche dans le Sud ».

Malgré une diversité socioculturelle qui s'accroît en Floride, les démocrates et Hillary Clinton n'ont pas réussi à remporter cet État en



2016. Clinton y a bien obtenu plus de votes que Barack Obama en 2008 et en 2012, mais Trump a mis la main sur la Floride grâce à des gains substantiels chez les électeur.rice.s blanc.he.s.

**« Malgré une diversité socioculturelle qui s'accentue, les démocrates et Hillary Clinton n'ont pas réussi à remporter cet État en 2016. »**

Longtemps baromètre par excellence des élections présidentielles, l'axe de l'autoroute I-4 au cœur de la péninsule floridienne est devenu un bastion solidement démocrate, à l'exception de la région de Daytona Beach, d'où l'actuel gouverneur républicain Ron DeSantis provient. En dépit du poids démographique de Daytona Beach, même si Trump perdait cette région, il pourrait néanmoins remporter l'État, comme en 2016. Deux éléments jouent en sa faveur. D'une part, depuis la présidentielle de 2016, [l'électorat républicain, inscrit sur les listes de l'État, s'est élargi de 314 941 membres](#), contre seulement 227 961 du côté démocrate. D'autre part, le Parti républicain peut compter sur de solides forteresses pro-Trump dans le nord de l'État et au sud de l'I-4, notamment la *Space Coast* qui entoure les installations de la NASA à Cap Canaveral. Pour espérer l'emporter, Joe Biden doit donc compter sur un vote massif en sa faveur dans les bastions démocrates que sont l'I-4 et la métropole de Miami.

## Caroline du Nord : un État à la portée des deux partis

Du début des années 1980 jusqu'en 2008, la Caroline du Nord était considérée comme acquise pour tout candidat républicain à l'élection présidentielle. Or, depuis la courte victoire de Barack Obama sur John McCain dans cet État en 2008 (une première pour un démocrate depuis Jimmy Carter en 1976), la Caroline du Nord est à la portée des deux partis. Trump et Biden y sont d'ailleurs au [coude-à-coude dans les sondages](#). La compétitivité du *Tar Heel State* résulte de dynamiques politiques que l'on observe dans un nombre grandissant de régions du pays. Les villes et leurs proches banlieues voient arriver de nouveaux et nouvelles habitant.e.s de divers horizons socioculturels et deviennent plus démocrates tandis que les zones rurales, moins diversifiées, sont de plus en plus républicaines. L'extrême rivalité entre les partis colore la politique de la Caroline du Nord et mène à de fréquents blocages. En témoignent la volonté de la législature de l'État, à majorité républicaine, de contrecarrer les plans du gouverneur démocrate Roy Cooper, ou encore les décisions des cours de l'État de s'opposer aux plans de cette même législature républicaine, qui tentait récemment de [redessiner les cartes électorales du Tar Heel State](#) pour avantager les candidats républicains aux élections à la Chambre des représentants. Les démocrates comptent énormément sur la forte croissance démographique dans le « triangle de la recherche » autour des universités Duke et UNC-Chapel Hill pour gagner les 15 votes au Collège électoral en jeu dans cet État. Ils ne doivent cependant pas oublier que Trump a tiré profit de la défection de démocrates conservateur.ice.s

dans le sud-est de la Caroline du Nord pour l'emporter en 2016. Cette région côtière, notamment le comté de New Hanover, sera donc à surveiller le 3 novembre.

Les éventuelles batailles juridiques sur le comptage des bulletins de vote envoyés par la poste pourraient également retenir l'attention dans cet État en vue du scrutin. À la fin septembre, on notait par exemple que les bulletins postés par les Afro-Américain.e.s étaient [invalidés](#) à un taux quatre fois supérieur à celui des Blanc.he.s.

## Arizona, un conservatisme qui s'effrite ?

Depuis 1952, l'Arizona a appuyé le candidat républicain dans toutes les élections présidentielles, sauf en 1996. Or, en 2020, l'Arizona est considéré comme un État pouvant basculer tant du côté démocrate que républicain. Trump a gagné cet État avec 3 % d'avance sur Clinton en 2016, mais il y tire légèrement de l'arrière dans les [sondages](#) cette année. Avec ses 11 votes au Collège électoral, le *Grand Canyon State* a un poids similaire à des États clés du Midwest comme le Wisconsin et le Michigan. La victoire de la démocrate Kyrsten Sinema à l'élection sénatoriale dans cet État en 2018 et l'avance dans les [sondages](#) du démocrate Mark Kelly pour la sénatoriale de 2020 sont de bon augure pour Joe Biden et son parti. La diversité de l'électorat de l'Arizona y est pour quelque chose : début octobre, Biden et Trump étaient à égalité dans les intentions de vote des électeur.ice.s blanc.he.s, mais Biden menait par 30 % auprès des

électeur.rice.s latino-américain.e.s. Un autre groupe important – et dont la participation électorale est généralement élevée – peut avoir une influence sur le résultat : les retraité.e.s. Selon plusieurs sondages, Biden mène auprès des électeur.rice.s de plus de 65 ans, un groupe [bien présent](#) en Arizona, où chaleur et soleil abondent. Microcosme de l'Arizona et comté le plus peuplé de l'État, Maricopa, dont la ville principale est Phoenix, sera à surveiller.

## Un Texas en changement

État frontalier et sudiste, le Texas est solidement républicain depuis 1976. Il peut donc paraître surprenant de croire qu'il pourrait voter démocrate le 3 novembre, mais pourtant! Ayant remporté l'État par 9 points en 2016, Trump est aujourd'hui contraint d'y accentuer sa présence médiatique alors que le président s'accroche à

une [légère avance](#) sur son rival démocrate. Du côté de Biden, la bataille est loin d'être gagnée. Le Texas est l'un des États où les contraintes à l'exercice du droit de vote sont les plus prononcées, et où les méthodes de suppression du vote sont courantes (faible nombre de bureaux de vote, longues files d'attente, intimidation, remise en cause de la citoyenneté, etc.). Ces phénomènes risquent d'être encore plus saillants en contexte de [pandémie](#). Localement, des organisations démocrates tentent de minimiser l'avantage que cela accorde aux républicain.e.s, grâce à des initiatives visant à encourager les gens à aller voter (comme le mouvement [Powered by People](#), fondé par l'ancien candidat Beto O'Rourke, et le groupe [Blue Texas](#)), des campagnes [publicitaires ciblées](#) et la décision de Biden d'accroître la taille du personnel de son équipe travaillant sur le terrain dans cet État, [pour encourager](#)

## Les changements climatiques et l'élection de 2020



En 2010, [14 % des Américain.e.s](#) considéraient les changements climatiques comme étant l'un des enjeux les plus importants. Aujourd'hui, un quart de la population s'en inquiète. Cette hausse d'intérêt peut s'expliquer par des impacts qui se font [de plus en plus ressentir](#) sur la population et le territoire américain — les feux de forêt sur la côte ouest en sont un exemple — mais aussi par la volonté de Donald Trump de [discréditer les scientifiques](#) travaillant sur la question et de renverser pas moins [d'une centaine de réglementations environnementales américaines](#).

Néanmoins, cet enjeu n'aura peut-être pas un effet majeur sur les votes en vue du 3 novembre. En effet, en septembre 2020, seuls [2 % de l'électorat](#) estimait que les changements climatiques étaient l'un des principaux problèmes auxquels les États-Unis font face. Bien que 68 % de l'électorat démocrate juge que les changements climatiques font partie des facteurs affectant le vote, [l'enjeu semble](#)

[moins urgent](#) à ses yeux que la pandémie, l'économie et les tensions raciales, du moins pour cette élection.

L'enjeu pourrait toutefois profiter aux démocrates à l'avenir, car la population américaine estime à [58 %](#) que le parti démocrate est plus apte à gérer cette problématique que les républicains. Joe Biden a par ailleurs affirmé lors du premier débat présidentiel du 29 septembre dernier sa volonté de réintégrer l'Accord de Paris sur le climat s'il était élu, tandis que Donald Trump restait vague sur la question de la responsabilité humaine dans le dérèglement climatique global. Même si l'issue de cette élection ne dépend pas de cet enjeu, le scrutin de 2020 est toutefois l'un des plus importants de l'histoire des changements climatiques, car le 3 novembre déterminera si la Maison-Blanche renouera avec l'héritage du duo Obama-Biden ou gardera le cap sur le « climato-scepticisme » de Trump.

[l'inscription sur les listes électorales et le vote.](#) État comportant une importante minorité latino-américaine (39 % des Texans sont hispaniques), le Texas a une population diversifiée et dont les grands centres urbains seront cruciaux pour Biden. Or, sur le terrain, la mobilisation des Latino-Américain.e.s reste anémique - [un défi](#) auquel O'Rourke entend s'attaquer. Avec ses 16.6 millions d'électeurrice.s (comprenant [1,5 million d'électeurs.trices supplémentaires inscrit.e.s sur les listes électorales de l'État depuis 2016](#)) et ses 38 votes au Collège électoral,

la perte du Texas par Trump représenterait l'un des plus grands désastres de l'histoire électorale du Parti républicain. Un gain démocrate dans le *Lone Star State* serait donc tout aussi important pour le poids symbolique qu'il représente que pour l'impressionnant nombre de votes qu'il rapporte au Collège électoral le 3 novembre. Une victoire de Biden au Texas démontrerait par ailleurs que le Sud des États-Unis n'est peut-être plus ce bastion que l'on croyait pourtant acquis au Parti républicain.

---



# Congrès, gouverneur.e.s et référendums : les autres élections du 3 novembre

*L'élection présidentielle n'est pas la seule prévue le 3 novembre. Des milliers de scrutins pour des sièges au Congrès des États-Unis (sénateur.rice.s et représentant.e.s de la Chambre), au sein des institutions politiques des cinquante États américains (gouverneur.e.s, législateur.rice.s d'État) et pour des fonctions locales (élu.e.s municipal.e.s, procureur.e.s) sont également prévus, en plus de questions référendaires aux quatre coins du pays. Retenant moins l'attention que le duel entre Trump et Biden, plusieurs de ces scrutins s'annoncent serrés et leur dénouement pourrait avoir des effets considérables sur la direction du pays.*

## Le Sénat, une majorité convoitée

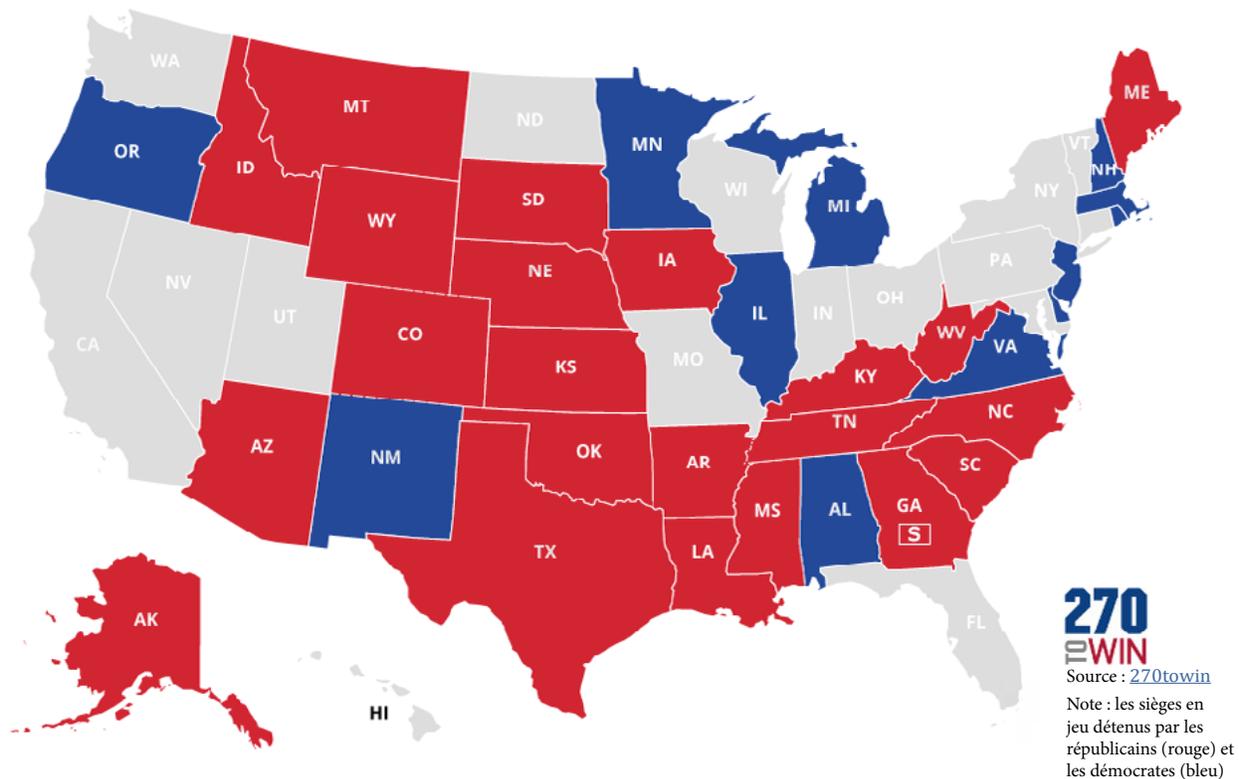
Depuis que le Parti démocrate a repris le contrôle de la Chambre des représentants au lendemain des élections de mi-mandat de 2018, des centaines de projets de loi y ont été adoptés sans que le leader de la majorité républicaine au Sénat, [Mitch McConnell](#) (KY), accepte de les soumettre au vote des sénateur.rice.s. Au même moment, la majorité républicaine confirmait dans leurs fonctions un nombre record de juges qui, en étant nommé.e.s à vie, pourraient donner une orientation conservatrice aux cours fédérales pour des décennies. Les démocrates ont donc bien conscience de l'importance de reprendre le contrôle du Sénat s'ils souhaitent donner une chance à une éventuelle administration Biden de réaliser ses promesses.

Comme à chaque cycle électoral, le tiers des sièges du Sénat (33) sont en jeu cette année, en plus de deux sièges détenus par les républicains qui font l'objet d'une élection partielle en Arizona et en Géorgie. Les démocrates doivent défendre 12 sièges et les républicains 23 (voir carte). Ces derniers ont actuellement

une majorité de 53 sièges, tandis que les démocrates en contrôlent 47 (incluant ceux des indépendants Angus King du Maine et Bernie Sanders du Vermont, qui font caucus avec les démocrates). Pour reprendre le contrôle de la Chambre haute, les démocrates doivent donc enregistrer un gain net de 3 sièges s'ils remportent la Maison-Blanche, puisque le pouvoir de trancher en cas d'égalité au Sénat appartient à la personne qui occupe la vice-présidence du pays, qui serait alors Kamala Harris, la colistière de Biden.

Les démocrates sont en bonne position à l'approche de ces élections sénatoriales : non seulement ont-ils moins de sièges en jeu que les républicains, mais la plupart des sièges qu'ils défendent devraient rester dans le giron démocrate. La seule exception est sans doute le siège de [Doug Jones](#) (Alabama), élu en 2017 au terme d'une élection partielle pour remplacer le républicain Jeff Sessions. La pente s'annonce difficile à remonter pour Jones s'il souhaite remporter un mandat complet dans cet État traditionnellement républicain où le président Trump demeure très populaire.

## Les élections au Sénat de 2020



Les démocrates peuvent néanmoins espérer que [l'impopularité](#) du président Trump à l'échelle du pays les aidera à vaincre suffisamment de sénateur.rices républicain.e.s pour reprendre le contrôle du Sénat. Quatre élections en particulier sont dans leur mire et leur permettraient (advenant la défaite de Jones en Alabama) d'atteindre le nombre magique de 50 sièges :

— En Arizona, la républicaine [Martha McSally](#), nommée par le gouverneur Doug Ducey pour remplacer John McCain, doit remporter une élection partielle contre l'astronaute et pilote de la Marine [Mark Kelly](#). Celui-ci a pris une avance dans les [sondages](#) et a en poche [10 millions de dollars](#) de plus que McSally.

— En Caroline du Nord, le sénateur républicain [Thom Tillis](#), qui sollicite un second mandat, affronte [Cal Cunningham](#), un vétéran ayant

servi en Irak et en Afghanistan. Cunningham espère qu'une victoire de Joe Biden dans le *Tar Heel State* aidera sa propre cause dans cet État traditionnellement acquis au Parti républicain, mais dont l'électorat est en pleine transformation. Si Cunningham bénéficie d'une [avance confortable dans les sondages](#), il reste à voir si sa [campagne sera affectée par la révélation récente d'une relation extra-conjugale](#) entretenue par le candidat, le genre de scandale qui, à une certaine époque, pouvait [torpiller une campagne](#).

— Au Colorado, dans un État qui penche de plus en plus du côté démocrate, le sénateur républicain [Cory Gardner](#), élu une première fois en 2014, affrontera le populaire ancien gouverneur de l'État (et brièvement candidat présidentiel en 2020) [John Hickenlooper](#).

— Au Maine, [Susan Collins](#), une républicaine modérée, affrontera [Sara Gideon](#), l'ancienne



présidente de la Chambre des représentants de l'État. Collins pâtit toujours de son appui à la nomination du juge Brett Kavanaugh à la Cour suprême en 2018 et de sa trop grande proximité avec le président Trump, selon plusieurs de ses partisans modérés.

Ces élections ne sont pas les seules à susciter la convoitise des démocrates. Les sièges des républicains [Steve Daines](#) (Montana), [Joni Ernst](#) (Iowa), [Lindsey Graham](#) (Caroline du Sud), de même que [David Perdue](#) et [Kelly Loeffler](#) (Géorgie) pourraient tous basculer dans le camp démocrate, surtout si Joe Biden l'emporte par une marge convaincante au niveau national. Au début du mois d'octobre, [le modèle prévisionniste du site FiveThirtyEight](#) accordait aux démocrates 66 % des chances de remporter la majorité au Sénat.

### La chambre des représentants : les démocrates garderont-ils le pouvoir ?

À la Chambre des représentants, l'environnement national favorable aux démocrates, de même que le nombre plus élevé de départs à la retraite chez les républicains que chez les démocrates, portent à croire que les [démocrates conserveront leur majorité](#). Néanmoins, plusieurs élections seront intéressantes à surveiller. En date du 5 octobre, le [Cook Political Report](#) dressait la liste de 26 circonscriptions clés pouvant être remportées par un parti ou l'autre. De plus, [30 représentants démocrates](#) défendent leurs

sièges dans des circonscriptions remportées par Trump en 2016. Les représentants Colin Peterson (MN-07), Anthony Brindisi (NY-22), Kendra Horn (OK-05) et Joe Cunningham (SC-01), en particulier, sont élus dans des circonscriptions où le président l'a emporté par plus de 10 points. D'autres, comme Ron Kind (WI-03), Elissa Slotkin (MI-08) et Conor Lamb (PA-17), occupent des sièges dans des États clés où pourrait se jouer l'élection présidentielle. Les résultats de ces circonscriptions pourront servir de baromètre le soir de l'élection.

**« 30 représentant.e.s  
démocrates défendent  
leurs sièges dans  
des circonscriptions  
remportées par Trump en  
2016. »**

Il sera également intéressant de porter attention aux sièges républicains les plus vulnérables, dont les 26 qui sont laissés [vacants à la suite de la décision de leur titulaire de ne pas briguer de nouveau mandat](#). Par ailleurs, Brian Fitzpatrick (PA-01) et John Katko (NY-24) sont les seuls républicains à tenter d'obtenir un nouveau mandat dans une circonscription ayant voté pour Hillary Clinton en 2016. Le sort du transfuge démocrate Jeff Van Drew (NJ-02), qui a joint le Parti républicain lors du débat à la Chambre sur la destitution du président Trump, sera également à surveiller.



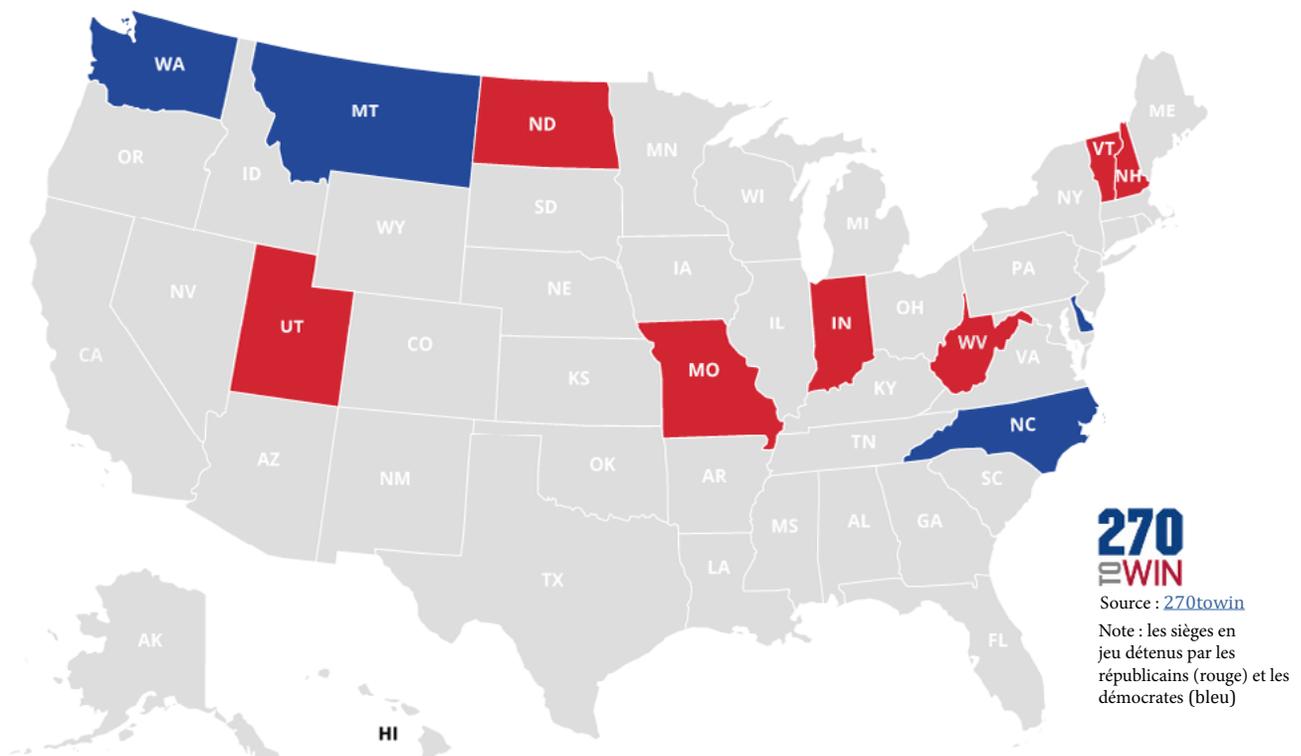
## Des élections déterminantes dans les États

Dans onze États, les électeur.rice.s voteront pour élire ou réélire leur gouverneur.e. Sept de ces postes de gouverneur.e.s sont actuellement occupés par les républicains, contre quatre pour les démocrates (voir carte). À l'exception du scrutin au Montana (et possiblement en Caroline du Nord), ces élections paraissent peu compétitives. On risque donc de n'assister à aucun changement au lendemain des élections.

**« Dans 11 États, les électeur.rice.s voteront pour élire ou réélire leur gouverneur.e. »**

Il faudra néanmoins garder un œil sur les élections pour les sièges au sein des législatures d'État, bien qu'elles attirent relativement peu l'attention. Des 99 chambres d'assemblée étatiques (tous les États ont une législature bicamérale, à l'exception du Nebraska), 86 sont en élection cette année. À l'heure actuelle, le Parti républicain contrôle un peu plus de 52 % des 7383 sièges de législateur.rice.s d'État et est majoritaire dans 61 chambres d'assemblée. Le site [Ballotpedia](#) a cependant relevé 20 assemblées où l'un ou l'autre des partis pourrait perdre sa majorité au lendemain des élections. Le contrôle de la législature et du poste de gouverneur.e par un même parti peut s'avérer extrêmement important pour éviter les blocages et les dysfonctionnements politiques. De plus, alors que s'achève le recensement décennal, plusieurs États seront appelés à

### Les élections à des postes de gouverneur.e.s en 2020



redessiner leurs circonscriptions électorales fédérales, un exercice qui tend à avantager le parti en contrôle du gouvernement dans les cas où ce même gouvernement est responsable de la tâche.

## Élections locales et référendums

À l'échelle locale, plusieurs scrutins auront lieu et pourraient refléter l'humeur de la population sur certains enjeux du moment. Il sera notamment intéressant d'analyser l'effet des tensions raciales et de la question des violences policières sur certaines élections à des postes de [procureur.e.s](#). Depuis quelques années, une [vague de procureur.e.s réformistes](#) a remporté des élections dans plusieurs villes américaines. Après avoir gagné des [primaires en 2020](#), plusieurs tenteront d'être élus à

travers le pays en novembre, avec l'appui de ténors progressistes comme [Bernie Sanders](#). Par ailleurs, au moins [134 référendums](#) sont organisés dans 34 États. Ils portent sur des enjeux comme l'adoption d'un [système de vote préférentiel](#), des assouplissements des lois sur la marijuana ou encore des restrictions concernant l'accès à l'avortement. À Porto Rico, les électeur.rice.s se prononceront à nouveau sur l'accession de ce territoire au [statut d'État](#), une question qui pourrait gagner en importance [si les démocrates remportent le contrôle du Sénat](#). Les électeur.rice.s ne se prononcent donc pas uniquement sur le duel Trump et Biden le 3 novembre. Leurs votes coloreront un vaste paysage politique au sein duquel le président des États-Unis n'est ni seul ni tout-puissant.

## Risques d'ingérences : les États-Unis mieux préparés qu'en 2016 ?



Alors que l'ingérence russe dans la campagne présidentielle de 2016 est encore bien présente dans les mémoires, à quoi s'attendre cette année ? Une chose est d'ores et déjà certaine : les velléités d'influence extérieure persistent, et se sont élargies à de nouveaux acteurs. À l'été 2020, le contre-espionnage américain [affirmait](#) en effet que la Russie y travaille à nouveau, alors que la Chine et l'Iran se prêtent désormais eux aussi à l'exercice.

Parmi les activités insidieuses observées : de [nombreuses tentatives](#) de piratage informatique visant les équipes de campagne des candidats présidentiels et les firmes de relations publiques engagées par ces derniers, en plus de divers organes partisans, démocrates comme républicains. Contrairement à ce qu'on a vu dans le cas de l'offensive russe contre le comité national du Parti démocrate en 2016, les cyberattaques de 2020 seraient jusqu'à présent demeurées sans succès. S'y ajoutent divers efforts (principalement russes) de [désinformation](#) massive via les réseaux sociaux.

Les États-Unis sont-ils mieux préparés qu'en 2016 pour faire face à ces activités malveillantes ? De nombreuses mesures ont été adoptées depuis la dernière élection présidentielle : création d'une agence fédérale (la Cybersecurity and Infrastructure Security Agency) pour aider à la protection des systèmes électoraux, [briefings](#) de cybersécurité offerts par les agences fédérales aux équipes de campagne, mécanismes de [signalement](#) des contenus douteux sur les médias sociaux.

Reste que l'enjeu des ingérences étrangères est demeuré éminemment politisé à Washington, plusieurs élu.e.s républicain.e.s (notamment le président Donald Trump) voyant le débat comme une tentative démocrate de délégitimer leur victoire de 2016. Ainsi, la polarisation partisane au Congrès a empêché l'adoption de plusieurs [projets de loi](#) et mesures budgétaires visant à renforcer l'intégrité du processus électoral américain. Les États-Unis demeurent donc loin du compte, alors même que le contexte de pandémie vient compliquer encore davantage le bon déroulement du scrutin.

# Les enjeux du 3 novembre pour le Canada et le Québec

*Tous les quatre ans, les Canadien.ne.s et les Québécois.e.s suivent assidument les développements de l'élection présidentielle américaine. Cet intérêt tient non seulement au caractère spectaculaire de celle-ci, mais également à l'importance des liens géographiques, culturels, sécuritaires et surtout économiques qui unissent le Canada et les États-Unis. En 2020, il est notamment crucial de surveiller l'effet du 3 novembre sur les exportations d'hydroélectricité en sol américain, la fermeture de la frontière dans le contexte de la crise de la COVID-19 et la mise en œuvre du nouvel Accord Canada-États-Unis-Mexique (ACÉUM).*

## Exportations québécoises d'hydroélectricité : les yeux tournés vers le Maine

Depuis plusieurs décennies, Hydro-Québec [exporte une partie de sa production d'hydroélectricité aux États-Unis](#), principalement en Nouvelle-Angleterre et dans l'État de New York. [Joe Biden](#) et [Donald Trump](#) n'ont pas déclaré publiquement leurs positions sur ces échanges pendant la campagne électorale, même s'ils estiment que l'hydroélectricité fait partie des énergies d'avenir pour leur pays.

Les exportations d'Hydro-Québec retiennent toutefois l'attention au Maine, cet État de la Nouvelle-Angleterre qui partage l'une de ses frontières avec le Québec. À l'approche du 3 novembre, les opposant.e.s au projet de ligne à haute tension [New England Clean Energy Connect](#) (NECEC), qui doit permettre d'alimenter le Massachusetts voisin, continuent de se mobiliser. Au cours des derniers mois, des groupes comme No CMP Corridor ont mené une campagne pour recueillir le nombre de signatures nécessaires à l'inscription d'une

question référendaire sur les bulletins de vote des Mainois.e.s lors de l'élection du 3 novembre. Ce référendum aurait eu pour but [de forcer](#) les autorités du Maine à retirer le permis qu'elles avaient octroyé aux partenaires d'Hydro-Québec dans le *Pine Tree State* pour construire la ligne à haute tension. Cette consultation populaire n'aura toutefois pas lieu, car la Cour suprême du Maine a [jugé](#), le 13 août dernier, qu'un tel référendum serait inconstitutionnel, puisque, si la Constitution du Maine [permet](#) aux citoyen.ne.s de proposer des projets de loi ou de demander l'abrogation de lois adoptées par la législature, elle ne permet pas de demander la révocation de permis octroyés par le gouvernement du Maine.

**« Les exportations d'Hydro-Québec retiennent l'attention au Maine. »**

Malgré ce revers, les opposant.e.s au NECEC n'ont pas jeté l'éponge et s'assurent de rester visibles et mobilisé.e.s en vue du 3 novembre. Ils [ont lancé](#) une seconde campagne pour recueillir le nombre de signatures nécessaires pour forcer la tenue d'un nouveau référendum sur le projet NECEC à des élections ultérieures, et profitent de l'actuelle campagne électorale pour faire connaître leurs positions. Il sera par ailleurs intéressant de surveiller si l'enjeu du NECEC s'invitera dans les débats en vue de l'élection pour le siège de la 2<sup>e</sup> circonscription du Maine à la Chambre des représentants, opposant le démocrate sortant Jared Golden au républicain Dale Crafts. Selon les plus récents [sondages](#), Golden a une solide avance dans cette circonscription où la ligne de transmission NECEC sera construite. Les deux candidats ont par le passé [exprimé](#) des [réserves](#) envers NECEC, mais ont pour l'instant évité de prendre clairement position sur cet enjeu.

## La fermeture de la frontière et l'impatience des communautés frontalières

La crise de la COVID-19 a rapidement obligé Ottawa et Washington à fermer leur frontière commune pour tous les déplacements non essentiels, une fermeture qui se prolonge jusqu'à aujourd'hui. Si la collaboration américano-canadienne sur la gestion de la frontière a été [saluée](#) par [plusieurs](#), le poids de ces fermetures se fait ressentir vivement dans les communautés frontalières, particulièrement en [Nouvelle-Angleterre, dans le nord de l'État de New York, dans l'État de Washington et en](#)



[Alaska](#), des régions dont l'économie dépend en grande partie [du tourisme et des achats discrétionnaires de Canadien.ne.s de passage](#). Alors que la population exprime un [ras-le-bol croissant](#) devant le prolongement de la fermeture de la frontière, les politicien.ne.s en campagne dans les États partageant une frontière avec le Canada [dénoncent la situation](#) et demandent à Ottawa et Washington de [mettre rapidement de l'avant un plan](#) prévoyant une réouverture de la frontière qui tiendrait compte des dangers liés à l'épidémie.

**« Le président Trump a, à plusieurs reprises, évoqué une réouverture imminente de la frontière et récemment avancé un retour à la normale pour la fin de l'année. »**

Sur cette question, les deux partis font preuve d'une rare unanimité. En fait, voici une lettre que 27 [élu.e.s républicain.e.s et démocrates](#), provenant d'États et de circonscriptions situées le long de la frontière canado-américaine, ont adressée en juillet dernier au secrétaire intérimaire à la Sécurité intérieure des États-Unis Chad Wolf et au ministre canadien de la Sécurité publique Bill Blair pour demander que les deux pays conviennent rapidement d'un plan pour une réouverture progressive de la frontière. L'enjeu pourrait également s'inviter dans l'élection présidentielle : le président Trump a, à plusieurs

reprises, évoqué une réouverture imminente de la frontière et récemment avancé un [retour à la normale pour la fin de l'année](#). De son côté, Joe Biden ne s'est pas prononcé sur cet enjeu, mais son approche prudente dans le dossier de la COVID-19 porte à croire qu'il ne militera pas pour une réouverture précipitée de la frontière tant que les deux pays ne maîtriseront pas mieux le virus.

## La mise en oeuvre de l'ACÉUM dans un contexte d'incertitude

Après avoir promis en 2016 de remplacer l'Accord de libre-échange nord-américain (ALÉNA), le président Donald Trump fait campagne en vantant les mérites du nouvel Accord Canada-États-Unis-Mexique. Le républicain peut à juste titre présenter l'adoption de cette entente comme l'une des grandes réalisations de son premier mandat. Malheureusement pour lui, les multiples crises qui agitent le pays, particulièrement l'épidémie de la COVID-19, ont fait en sorte que l'entrée en vigueur de l'ACÉUM, le 1er juillet dernier, a été largement passée sous silence. Qu'à cela ne tienne, le président décrit le nouvel accord comme le gage d'une [reprise économique robuste](#) et un cadeau pour l'[industrie laitière](#) et l'[industrie automobile](#), deux secteurs importants dans la *Rust Belt* où il espère préserver ses acquis de 2016. Trump a d'autant plus raison de parler des bienfaits de l'ACÉUM que son adoption a été très bien reçue par la population : un sondage Gallup réalisé en février montrait que 80 % des Américain.e.s (dont 73 % de démocrates)

voyaient le nouvel accord d'un bon œil, et ce, même si ses retombées immédiates risquent d'être modestes, tant sur le plan de la [création d'emplois](#) que de l'augmentation des [exportations de produits laitiers](#) vers le Canada.

**« Les différends commerciaux entre Ottawa et Washington risquent de demeurer une composante majeure de la relation canado-américaine. »**

Du côté canadien, on doit apparemment se résigner à ce que le nouvel accord ne mette pas fin aux différends commerciaux, bien au contraire. En juin, avant même l'entrée en vigueur de l'ACÉUM, le gouvernement américain avait évoqué des [poursuites contre Ottawa sur la question des produits laitiers](#). En août, des législateur.rice.s démocrates et républicain.e.s des deux chambres du Congrès ont fait parvenir une lettre au secrétaire de l'Agriculture Sonny Perdue et au représentant

américain au Commerce Robert Lighthizer leur demandant de s'assurer que le Canada respecte les clauses de l'ACÉUM concernant les produits laitiers. De nouveaux secteurs pourraient même faire l'objet de conflits : des représentant.e.s américain.e.s de l'[industrie du plastique](#) se sont récemment rendu.e.s à Ottawa pour signaler au gouvernement Trudeau que l'adoption d'une loi interdisant les plastiques à utilisation unique contreviendrait à certaines clauses de l'entente. Des différends de longue date continuent également d'être d'actualité. Après une décision favorable pour le Canada de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) dans le dossier du [bois d'œuvre](#), Washington a récemment décidé de porter la cause devant l'organe d'appel de l'OMC, que l'administration Trump s'efforce de saboter depuis son entrée en poste. Cet appétit pour des mesures visant à protéger les emplois américains ne disparaîtra pas de sitôt, surtout dans un contexte où les difficultés économiques causées par la COVID19 exacerbent l'insécurité et l'incertitude de millions de travailleurs. Les différends commerciaux entre Ottawa et Washington risquent donc de demeurer une composante majeure de la relation canado-américaine, et ce, peu importe le résultat du duel Trump-Biden.



# Pour aller plus loin



## FiveThirtyEight

La réputation du statisticien Nate Silver et de son équipe du site [FiveThirtyEight](#) n'est plus à faire. Le site est constamment alimenté d'analyses chevronnées qui visent à identifier les grandes tendances de l'électorat. On y trouve également le *Presidential Election Forecast* qui évalue en temps réel l'évolution des probabilités de victoire pour Biden et Trump. Le *Senate Forecast* et le *House Forecast* permettent quant à eux de voir les probabilités de victoire des partis dans les deux chambres du Congrès. À noter également l'existence du balado *FiveThirtyEight Politics*, qui paraît deux à trois fois par semaine, et dans lequel les collaborateurs.rice.s discutent des plus récents développements politiques et de leurs conséquences.



## The Upshot

Créé par le *New York Times*, le site [The Upshot](#) se veut en quelque sorte un cousin de *FiveThirtyEight*. De nombreux sondages y sont publiés et analysés et le site publie régulièrement des articles faisant état des dynamiques à l'œuvre dans la campagne. Un certain nombre d'articles peuvent être consultés gratuitement chaque mois, mais un abonnement au *New York Times* est requis pour avoir un accès illimité.



## Politics1

Le site [Politics1](#) permet de connaître l'ensemble des scrutins se déroulant aux États-Unis. On y trouve une liste exhaustive des candidat.e.s (tiers partis inclus) luttant pour un ou l'autre des milliers de postes électifs qui seront à pourvoir le 3 novembre.



## 270twin

Tout comme *RealClearPolitics*, le site [270twin](#) compile une grande quantité de sondages pour donner une idée de l'état des campagnes électorales au niveau national et au niveau des États. Le grand attrait de ce site demeure toutefois sa carte interactive, qui permet de tester les différents scénarios possibles le soir de l'élection.



## Ballotpedia

Pour qui veut approfondir sa compréhension de la mécanique électorale aux États-Unis ou pour chercher la réponse à une question précise en lien avec la politique américaine, le site [Ballotpedia](#) est l'endroit tout indiqué. Grâce à une interface de type *wiki*, ce site permet de répondre à des interrogations comme : quelles législatures d'État risquent de passer sous le contrôle d'un autre parti ? Quelles sont les positions des tiers partis sur des enjeux spécifiques ? Quelles sont les règles entourant le vote par correspondance dans tel État ?



## RealClearPolitics

Le site [RealClearPolitics](#) est un incontournable à plus d'un titre. D'abord, parce qu'on y trouve une revue de presse quotidienne des principaux enjeux politiques du moment. Les compileurs de cette revue de presse se font par ailleurs un devoir d'inclure des perspectives autant progressistes que conservatrices. Ensuite, parce qu'on y trouve un grand nombre de sondages menés à l'échelle nationale et à l'échelle des États.



## Sabato's Crystal Ball

Fondé par le politologue Larry J. Sabato du Center for Politics de l'Université de la Virginie, le site [Sabato's Crystal Ball](#) publie régulièrement des textes d'analyse portant sur les campagnes électorales en vue de l'élection présidentielle, pour les postes au Congrès et pour ceux de gouverneur.e. L'infolettre du site permet d'être averti au moment de la parution de nouveaux articles.



## Cook Political Report & Inside Elections

Avec le *Sabato's Crystal Ball*, le [Cook Political Report](#) et [Inside Elections](#) forment le trio de tête des sites à consulter pour avoir un aperçu de l'état des différentes campagnes à la grandeur du pays et pour avoir accès à des analyses non partisans de qualité. À noter qu'une partie de ces sites est accessible sur abonnement seulement.

# Équipe éditoriale

## DIRECTION DU DOSSIER

Frédéric Gagnon

Christophe Cloutier-Roy

## AVEC DES CONTRIBUTIONS DE

Victor Bardou-Bourgeois

Andréanne Bissonnette

Mathilde Bourgeon

Christophe Cloutier-Roy

Louis Collerette

David Dubé

Frédéric Gagnon

Rafael Jacob

Julie-Pier Nadeau

Véronique Pronovost

Alexis Rapin

Daphné St-Louis Ventura

Julien Turreille

Frédérique Verreault

## RÉVISION

Yvana Michelant-Pauthex

Louis Collerette

## GRAPHISME ET MISE EN PAGE

Françoise Conea

UQÀM



CHAIRE **RAOUL-DANDURAND**  
EN ÉTUDES STRATÉGIQUES ET DIPLOMATIQUES

## Chaire Raoul-Dandurand | UQAM

C.P. 8888, Succ. Centre-Ville Montréal (Québec) Canada H3C 3P8

Tel. (514) 987-6781 | [chaire.strat@uqam.ca](mailto:chaire.strat@uqam.ca) | [dandurand.uqam.ca](http://dandurand.uqam.ca)

Suivez-nous sur [Twitter](#), [Facebook](#) et [Instagram](#)

Abonnez-vous au [Balado de la Chaire](#)

Relations  
internationales  
et Francophonie

Québec 